

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

### RADIO TÉLÉGRAMMES OFFICIELS

Dakar, le 29 Décembre 1945

GOUVERNEUR GÉNÉRAL A. O. F.

A TOUTES COLONIES Y COMPRIS TOGO

N° C. 527 CAB./DIR. — A l'occasion du nouvel an j'adresse aux populations de l'Afrique Occidentale Française mes vœux les plus sincères. 1945 nous a apporté la libération et la victoire il faut que 1946 nous voie avancer à grands pas dans l'œuvre de reconstruction et de rénovation ; le courage, la bonne volonté, l'union de tous sont nécessaires pour que la tâche puisse s'accomplir. Je sais que la France, comme toujours, peut compter sur ses fils d'A.O.F. pour faire la part qui leur est dévolue. Je souhaite que tout les favorise, qu'ils voient les obstacles s'aplanir sur leur route et qu'ils trouvent dans le renouveau de prospérité que leurs efforts donneront au pays la satisfaction de leurs désirs personnels en même temps que l'exaltation de leur fierté de Français.

COURNARIE.

Lomé, le 31 Décembre 1945

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE P. I.

A GOUËAL DAKAR

N° 787/Cab. — Au nom Territoire et en mon nom personnel vous prie d'accepter nos vœux respectueux pour année 1946 stop — Vous donne assurance que travaillerons pour relèvement de la Mère-Patrie avec le même cœur que l'avons fait pour la libération et la victoire.

GAUDILLOT.

Lomé, le 31 Décembre 1945

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE P. I.

A MINISTRE COLONIES PARIS

N° 245/CAB. — Interprète Européens et Indigènes Territoire vous prie d'accepter nos vœux respectueux pour année 1946 stop — Vous donne assurance notre entier concours dans tâche relèvement et reconstruction Mère-Patrie stop — Me permettez vous demander transmettre Général de GAULLE au nom Territoire et en mon nom personnel souhaits respectueux et sentiments attachement à sa personne.

GAUDILLOT.

### CIRCULAIRE N° 1958 Cab.

Lomé, le 31 Décembre 1945

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.

A M. M. L'ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LOMÉ

LES CHEFS DE SERVICES ET BUREAUX

En l'absence du Commissaire République titulaire, je vous adresse ainsi qu'à tous vos collaborateurs européens et indigènes, mes meilleurs souhaits de nouvel an.

L'année 1945 nous a apporté la victoire ; je souhaite ardemment que 1946 soit marqué par des étapes décisives dans le relèvement et la reconstruction de la France et par un retour progressif aux conditions normales.

Je suis heureux de vous exprimer, à cette occasion, mes remerciements sincères pour l'effort soutenu que vous avez accompli et les résultats que vous avez obtenus, chacun dans votre domaine respectif.

Je suis persuadé que vous continuerez à travailler avec le même zèle et la même compréhension en vue du progrès politique, économique et social du Territoire.

H. GAUDILLOT

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945

15 juin	— Ordonnance portant suppression de la censure préalable pour la presse française	25
21 septembre	— Décret N° 45-2.163 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale des retraites pour l'année 1946. (Arrêté de promulgation N° 717 Cab. du 18 décembre 1945).	4
4 octobre	— Décret N° 45-2.265 portant modification du décret du 29 juillet 1945 relatif à des dérogations temporaires aux règles du recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation N° 718 Cab. du 18 décembre 1945).	4
9 octobre	— Décret N° 45-2.306 portant création d'un service de télégrammes familiaux à prix réduit dans les relations entre la France et l'Afrique du Nord d'une part, les territoires français d'outre-mer de l'autre dans les relations intercoloniales. (Arrêté de promulgation N° 733 Cab. du 21 décembre 1945).	12
9 octobre	— Décret N° 45-2319 portant modification du décret du 17 août 1944 créant un corps des inspecteurs du Travail aux colonies. (Arrêté de promulgation N° 719 Cab. du 18 décembre 1945).	5
13 octobre	— Ordonnance N° 45-2337 portant création du Mouvement National d'Épargne. (Arrêté de promulgation N° 720 Cab. du 18 décembre 1945).	14
13 octobre	— Ordonnance N° 45-2340 portant établissement d'une liste de spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des services publics. (Arrêté de promulgation N° 734 Cab. du 21 décembre 1945).	17
15 octobre	— Décret N° 45-2379 fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs	
	des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation N° 736 Cab. du 21 décembre 1945).	6
17 octobre	— Décret N° 45-2433 portant réorganisation des services de contrôle et du conditionnement des produits aux colonies. (Arrêté de promulgation N° 721 Cab. du 18 décembre 1945).	18
18 octobre	— Décret N° 45-2464 portant suppression de l'indemnité de mission aux colonies pour les membres des corps de contrôle militaire. (Arrêté de promulgation N° 722 Cab. du 18 décembre 1945).	22
19 octobre	— Ordonnance N° 45-2457 portant rétablissement des garanties disciplinaires accordées aux agents des administrations publiques et des services concédés. (Arrêté de promulgation N° 723 Cab. du 18 décembre 1945).	10
19 octobre	— Ordonnance N° 45-2458 relative à l'interdiction de surcharger des timbres-poste français et de vendre, colporter, offrir, distribuer ou exporter les timbres-poste surchargés. (Arrêté de promulgation N° 735 Cab. du 21 décembre 1945).	13
20 octobre	— Décret N° 45-2484 portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions de la loi du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps. (Arrêté de promulgation N° 737 Cab. du 21 décembre 1945).	22
20 octobre	— Décret N° 45-2485 modifiant et complétant le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation N° 736 Cab. du 21 décembre 1945).	8
3 décembre	— Décret N° 45-021 portant extension au territoire du Togo de l'article 1 <sup>er</sup> de l'ordonnance du 15 juin 1945 portant suppression de la censure préalable pour la presse française. (Arrêté de promulgation N° 738 Cab. du 21 décembre 1945).	24

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

22 mai	— N° 1458 F. — Arrêté modifiant les quotités, mode d'assiette et règles de perception des droits de sortie sur divers produits	25
--------	--	----

1945

1 <sup>er</sup> décembre	— N° 3.681 SE. — Arrêté fixant les prix à l'exportation de l'huile de palme et du coprah et des graines de coton — campagne 1945-1946	27
6 décembre	— N° 3717 SE. — Arrêté portant fixation des valeurs FOB. de certains produits de la campagne 1945-1946.	28
12 décembre	— N° 3788 DOF./D. — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée de l'A.O.F. pendant le 1 <sup>er</sup> semestre 1946.	26

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

# ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

15 juin	— No 323 CD. — Arrêté modifiant les conditions d'admission des provisions pour le renouvellement de l'outillage et du matériel . . . . .	28
23 août	— No 451 D. — Arrêté modifiant le tableau des exemptions annexé au tarif fiscal de sortie et créant un droit de statistique sur les colis postaux exonérés des droits de sortie. . . . .	39
23 août	— No 452 D. — Arrêté complétant le tableau des exemptions conditionnelles et exceptionnelles annexé au tarif fiscal de sortie ainsi que la liste des exemptions en matière de droit de statistique . . . . .	40
23 août	— No 453 D. — Arrêté portant modification au tableau II annexé à l'arrêté No 687 F. du 8 décembre 1942, fixant la quotité, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation au Togo. . . . .	41
23 août	— No 454 D. — Arrêté portant modification au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe compensatrice à la taxe de transaction. . . . .	42
23 août	— No 455 D. — Arrêté rendant applicable au territoire du Togo l'arrêté général No 1458 F. du 22 mai 1944 portant modification au tarif de sortie en A.O.F. . . . .	42
23 août	— No 456 D. — Arrêté complétant le tableau des produits soumis à la taxe de consommation annexé à l'arrêté No 689 F. du 8 décembre 1942 instituant une taxe unique de consommation au Togo. . . . .	43
18 septembre	— No 521 D. — Arrêté modifiant la quotité du droit de sortie sur certains produits. . . . .	43
18 septembre	— No 522 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée. . . . .	44
18 septembre	— No 523 D. — Arrêté portant modification de la quotité de la taxe de consommation frappant les colas. . . . .	44
18 septembre	— No 524 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée. . . . .	45
18 septembre	— No 525 D. — Arrêté portant modification au tarif fiscal d'entrée. . . . .	46
18 septembre	— No 526 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée. . . . .	46
18 septembre	— No 527 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée. . . . .	47
18 septembre	— No 528 D. — Arrêté portant modification de la quotité de la taxe de consommation sur certains produits. . . . .	48
17 novembre	— No 645 CD. — Arrêté fixant pour 1946 le tarif de l'impôt personnel et sur la population flottante. . . . .	29
17 novembre	— No 646 CD. — Arrêté complétant et modifiant pour 1946 les règles d'assiette des impôts sur les revenus. . . . .	29

17 novembre	— No 647 CD. — Arrêté supprimant les contributions exceptionnelles de guerre. . . . .	35
17 novembre	— No 648 CD. — Arrêté fixant les taux de la taxe vicinale. . . . .	36
17 novembre	— No 649 CD. — Arrêté modifiant les conditions d'assiette de la contribution foncière. . . . .	36
17 novembre	— No 650 CD. — Arrêté visant les contributions des patentes et licences. . . . .	38
12 décembre	— No 707 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat des arachides 1945-1946. . . . .	49
14 décembre	— No 709 IM. — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935. . . . .	50
18 décembre	— No 710 APA. — Arrêté complétant l'arrêté No 271 APA. du 29 mai 1945 modifiant l'organisation territoriale de la subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre) . . . . .	50
18 décembre	— No 711 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat de coprah pour la campagne 1945-1946. . . . .	50
18 décembre	— No 712 AE. — Arrêté fixant les prix de vente de l'huile de palme pour la campagne 1946. . . . .	50
18 décembre	— No 713 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat des palmistes pour la campagne 1946. . . . .	51
18 décembre	— No 714 AE. — Arrêté fixant le prix d'achat des graines de coton de la campagne 1946. . . . .	51
18 décembre	— No 715 AE. — Arrêté fixant le prix d'achat du tapioca pour la récolte 1946. . . . .	51
24 décembre	— No 742 P. — Arrêté abrogeant et remplaçant les dispositions de l'arrêté no 40 du 18 janvier 1939 édictant certains avantages à accorder aux agents journaliers de l'administration. . . . .	52
27 décembre	— No 747 D. — Arrêté rendant applicable au Togo l'arrêté No 3788 DGF/D du 12-12-45 fixant les mercuriales officielles pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée de l'A.O.F. pendant le 1 <sup>er</sup> semestre 1946 . . . . .	49
27 décembre	— No 749 F. — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget local pour l'exercice 1946. . . . .	52
Additif à l'arrêté no 538 F. du 24 septembre 1945 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1945. . . . .		53
Personnel . . . . .		53
Divers . . . . .		56

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et Communications

Avis de concours (Cours d'enseignement professionnel des Transmissions) . . . . .	58
Domaines . . . . .	58
Nécrologie . . . . .	59
Avis de titre foncier . . . . .	59

## PARTIE NON OFFICIELLE

## Avis et Communications

Avis de concours ( <i>Cours d'enseignement professionnel des Transmissions</i> ) . . . . .	58
Domaines . . . . .	58
Nécrologie . . . . .	59
Avis de titre foncier . . . . .	59

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Caisse intercoloniale de retraites**

ARRETE N° 717/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928, organique de la caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo le 7 décembre 1928, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté général n° 3.550 AP. du 23 novembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret n° 45-2.163 du 21 septembre 1945 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale des retraites pour l'année 1946.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,

Le Chef du Bureau des Finances

Ordonnateur-Délégué,

chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes

P. SANSON.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 (article 7, alinéa 1<sup>er</sup>) portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment le décret du 31 décembre 1937;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites,

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1946 par les colonies est fixé à 39 millions de francs.

ART. 2. — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre les colonies :

Togo . . . . . 105.573

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,  
P. GIACOBBI.

**Personnel****Recrutement**

ARRETE N° 718/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 juillet 1945 autorisant à titre exceptionnel des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 4 octobre 1945;

Vu l'arrêté général n° 3.614 AP. du 26 novembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret n° 45-2265 du 4 octobre 1945 portant modification du décret du 29 juillet 1945 relatif à des dérogations temporaires aux règles du recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du Ministère des Colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

P. SANSON.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 29 juillet 1945 autorisant à titre exceptionnel des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Sur le rapport du ministre des colonies,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret susvisé du 29 juillet 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — Pourront seuls être nommés ou promus ceux qui auront été inscrits sur une liste d'aptitude pour chaque grade et pour chaque catégorie d'emplois, par une commission composée comme suit :

- « Le directeur du cabinet, président;
  - « Le directeur des affaires politiques ou son représentant;
  - « Le directeur du plan ou son représentant;
  - « Le directeur du personnel et de la comptabilité ou son représentant;
  - « Le directeur du contrôle ou son représentant;
  - « Un gouverneur général ou gouverneur des colonies;
  - « Le chef du service technique intéressé;
  - « Un représentant du personnel du cadre intéressé désigné par le ministre des colonies.
  - « La commission formulera, etc., ».
- (Le reste sans changement).

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1945.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Colonies,  
P. GIACOBBI.*

#### *Inspecteurs du Travail*

ARRETE N° 719/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 17 août 1944 portant création du corps des inspecteurs du travail aux colonies, promulgué au Togo le 22 avril 1945;

Vu l'arrêté général n° 3627 AP. du 27 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret N° 45-2319 du 9 octobre 1945 portant modification du décret du 17 août 1944 créant un corps des Inspecteurs du Travail aux Colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,*

*Le Chef du Bureau des Finances*

*Ordonnateur-Délégué,*

*chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

P. SANSON.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 17 août 1944 portant création d'un corps des inspecteurs du travail aux colonies;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 du décret du 17 août 1944 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 10. — La hiérarchie, la solde des inspecteurs du travail, les échelles au regard de la loi validée du 3 août 1943, ainsi que le classement au point de vue des déplacements et du séjour dans les hôpitaux sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDES	ECHELLES	CLASSEMENT
	francs.		
Inspecteur général de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	350.000 »	27	1 <sup>re</sup> catégorie A.
Inspecteur général de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	315.000 »	26 <i>bis</i>	
Inspecteur principal de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	{ après 8 ans . . . . .	25	
	{ après 6 ans . . . . .		
	{ après 3 ans . . . . .		
	{ avant 3 ans . . . . .		
Inspecteur principal de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	{ après 6 ans . . . . .	22	1 <sup>re</sup> catégorie B.
	{ après 2 ans . . . . .		
	{ avant 2 ans . . . . .		
	Inspecteur principal de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .		
Inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	{ après 3 ans . . . . .	16 <i>a</i>	2 <sup>e</sup> catégorie.
	{ avant 3 ans . . . . .		
Inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	120.000 »		
Inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	105.000 »		
Inspecteur stagiaire . . . . .	90.000 »		

« Les présents traitements sont attribués exclusivement aux inspecteurs du travail en position de service dans la métropole.

« Un décret ultérieur déterminera les modalités de fixation des traitements des inspecteurs du travail ne se trouvant pas dans cette position ».

(Le reste de l'article 10 sans changement).

ART. 2. — Le ministre des colonies, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945.

Fait à Paris, le 9 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,  
P. GIACOBBI.

Le Ministre des Finances,  
R. PLEVEN.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,  
Alexandre PARODI.

#### *Chemins de fer coloniaux*

ARRETE N° 736/CAB. du 21 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 15 juin 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 1941 fixant les règles applicables aux agents contractuels faisant partie du personnel supérieur des réseaux des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 24 décembre 1941;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif à l'application du décret du 19 mai 1939 susvisé, promulgué au Togo le 24 octobre 1941;

Vu l'arrêté général n° 3.548 AP. du 23 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret 45-2379 du 15 octobre 1945 fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux;

2<sup>o</sup> — le décret 45-2485 du 20 octobre 1945 modifiant et complétant le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

DECRET N° 45-2379 du 15 octobre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire métropolitain;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun;

Vu le décret du 14 mai 1945 fixant, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943, les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux,

# DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les traitements du personnel de direction du cadre général des chemins de fer coloniaux sont, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1945, fixés ainsi qu'il suit :

	Échelon A.			Échelon B.			Échelon C.		
	SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Directeur du réseau de l'Afrique occidentale française . . . . .	249.120 »	20.760 »	692 »	273.240 »	22.770 »	759 »	297.000 »	24.750 »	825 »
Directeur du réseau de l'Indochine . . . . .	249.120 »	20.760 »	692 »	273.240 »	22.770 »	759 »	297.000 »	24.750 »	825 »
Directeur du réseau de Madagascar . . . . .	228.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.760 »	692 »	273.240 »	22.770 »	759 »
Directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française . . . . .	210.240 »	17.520 »	584 »	228.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.760 »	692 »
Directeur du réseau du Togo . . . . .	174.240 »	14.320 »	484 »	192.240 »	16.020 »	534 »	210.240 »	17.520 »	584 »
Directeur du réseau du Cameroun . . . . .	192.240 »	16.020 »	534 »	210.240 »	17.520 »	584 »	228.240 »	19.020 »	634 »
Sous-directeur du réseau de l'Afrique occidentale française . . . . .	228.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.760 »	692 »	273.240 »	22.770 »	759 »
Sous-directeur du réseau de l'Indochine . . . . .	210.240 »	17.520 »	584 »	228.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.760 »	692 »
Sous-directeur du réseau de Madagascar et chefs de services régionaux . . . . .	174.240 »	14.520 »	484 »	192.240 »	10.020 »	534 »	210.240 »	17.520 »	584 »

  

	Echelon D.			Echelon E.		
	SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Directeur du réseau de l'Afrique occidentale française . . . . .	321.120 »	26.760 »	892 »	345.240 »	28.770 »	959 »
Directeur du réseau de l'Indochine . . . . .	321.120 »	26.760 »	892 »	345.240 »	28.770 »	959 »
Directeur du réseau de Madagascar . . . . .	297.000 »	24.750 »	825 »	321.120 »	26.770 »	892 »
Directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française . . . . .	273.240 »	22.770 »	759 »	297.000 »	24.750 »	825 »
Directeur du réseau du Togo . . . . .	288.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.760 »	692 »
Directeur du réseau du Cameroun . . . . .	249.120 »	20.760 »	692 »	273.240 »	22.770 »	759 »
Sous-directeur du réseau de l'Afrique occidentale française . . . . .	297.000 »	24.750 »	825 »	321.120 »	26.760 »	892 »
Sous-directeur du réseau de l'Indochine . . . . .	273.240 »	22.770 »	759 »	297.000 »	24.750 »	825 »
Sous-directeur du réseau de Madagascar et chefs de services régionaux . . . . .	228.240 »	19.020 »	634 »	249.120 »	20.750 »	692 »

Ce tableau se substitue aux tableaux prévus à l'article 3 du décret du 19 mai 1939.

ART. 2. — Les traitements du personnel supérieur du cadre général des chemins de fer coloniaux sont, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1945, fixés ainsi qu'il suit :

ÉCHELLES	Échelon 1			Échelon 2			Échelon 3			Échelon 4		
	SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
I . . . . .	71.280 »	5.940 »	198 »	79.200 »	6.600 »	220 »	87.120 »	7.260 »	242 »	95.040 »	7.920 »	264 »
II . . . . .	89.280 »	7.440 »	248 »	99.000 »	8.250 »	275 »	109.080 »	9.090 »	303 »	119.160 »	9.930 »	331 »
III . . . . .	115.200 »	9.600 »	320 »	126.000 »	10.500 »	350 »	137.160 »	11.430 »	381 »	148.320 »	12.360 »	412 »
IV . . . . .	144.000 »	12.000 »	400 »	155.160 »	12.930 »	431 »	166.320 »	13.860 »	462 »	177.120 »	14.760 »	492 »

ÉCHELLES	Échelon 5			Echelon 6			Échelon 7		
	SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)			-SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
I . . . .	103.320 »	8.610 »	287 »	111.240 »	9.270 »	309 »	119.160 »	9.930 »	331 »
II . . . .	129.240 »	10.770 »	359 »	139.320 »	11.610 »	387 »	149.040 »	12.420 »	414 »
III . . . .	159.120 »	13.260 »	442 »	170.280 »	14.190 »	473 »	181.080 »	15.090 »	503 »
IV . . . .	188.280 »	15.690 »	523 »	199.080 »	16.590 »	553 »	210.240 »	17.520 »	584 »

  

ÉCHELLES	Échelon 8			1 <sup>er</sup> chevron			2 <sup>e</sup> chevron		
	SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)			SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
I . . . .	127.080 »	10.590 »	353 »	136.080 »	11.340 »	378 »	145.080 »	12.090 »	403 »
II . . . .	159.120 »	13.260 »	442 »	171.000 »	14.250 »	475 »	183.240 »	15.720 »	509 »
III . . . .	192.240 »	15.020 »	534 »	203.040 »	16.920 »	564 »	216.000 »	18.000 »	600 »
IV . . . .	221.040 »	18.420 »	614 »	235.080 »	19.590 »	653 »	249.120 »	20.760 »	692 »

Ce tableau se substitue au tableau prévu à l'article 8 du décret du 19 mai 1939.

ART. 3. — Les nouveaux traitements, fixés par le présent décret, ne sont pas exclusifs des indemnités énumérées aux articles 3 et 18 du décret du 19 mai 1939 dont le régime est maintenu tel qu'il est prévu par ces articles.

ART. 4. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont attribués aux intéressés suivant les échelles et échelons dans lesquels ils sont classés. L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté que les agents avaient acquise dans leurs échelles et échelons comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret s'appliquent exclusivement au personnel de direction et au personnel supérieur du cadre général des chemins de fer coloniaux en position de service dans la métropole.

Le décret du 11 juillet 1945 détermine les modalités de révision des traitements du personnel de direction et du personnel supérieur du cadre général des chemins de fer coloniaux ne se trouvant pas dans cette position.

ART. 6. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre des Finances,  
R. PLEVEN.

DECRET N° 45-2485 du 20 octobre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application les actes dits arrêtés du 15 juillet 1941 et décrets du 8 août 1941 et 8 février 1943 modifiant ou complétant le décret du 19 mai 1941 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Vu le décret du 15 février 1944 modifiant l'article 26 du décret susvisé du 19 mai 1939;

Vu le décret du 8 décembre 1944 modifiant l'article 18 du décret susvisé du 19 mai 1939;

Vu le décret n° 45-1543 du 11 juillet 1945 réglant l'organisation et le statut du personnel des services des travaux publics, des mines et des techniques industrielles relevant du ministère des colonies;

Vu le décret n° 45-2379 du 15 octobre 1945 fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux et notamment son article 3;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les actes dits arrêtés du 15 juillet 1941 et décret du 8 août 1941 modifiant ou complétant les dispositions du décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux sont maintenus en application.

ART. 2. — Les articles énumérés ci-après, du décret susvisé du 19 mai 1939, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

« Art. 6. — *Substituer* : « Dans un délai de cinq ans, après la date de cessation des hostilités, le ministre... » à : « Dans un délai de cinq ans, à compter de la date du présent décret, le ministre... ».

Art. 7. — Le premier alinéa de cet article est complété comme suit :

« A ces échelles, et suivant les spécialités, correspondent les grades, objet du tableau suivant :



ECHELLES	SERVICES GÉNÉRAUX	EXPLOITATION	VOIE ET BATIMENTS	MATÉRIEL et traction.
I	Sous-chef de bureau. Sous-chef d'études.	Sous-inspecteur.	Chef de section.	Sous-chef de dépôt. Sous-chef d'atelier.
II	Chef de bureau. Chef d'études. Inspecteur.	Inspecteur.	Ingénieur.	Ingénieur. Chef d'atelier. Chef de dépôt.
III	Inspecteur principal ad- joint.	Inspecteur principal ad- joint.	Ingénieur principal ad- joint.	Ingénieur principal ad- joint.
IV	Inspecteur principal.	Inspecteur principal.	Ingénieur principal.	Ingénieur principal.

Art. 10. — a) Les dispositions insérées sous le titre « A. — Sur concours direct » sont supprimées;

b) Les titres : « B. — Sur concours professionnel » et « C. — Sur titres » sont remplacés, respectivement, par : « A. — Sur concours professionnel » et « B. — Sur titres »;

c) Les dispositions prévues sous le titre « C. — Sur titres » sont à rectifier en substituant, dans 1<sup>o</sup> : « de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie et de l'école centrale lyonnaise » à : « de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy », et dans 2<sup>o</sup> « de l'école supérieure d'électricité, de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, de l'école centrale lyonnaise » à : « de l'école supérieure d'électricité ».

Art. 14. — a) Le troisième alinéa de cet article est abrogé et remplacé par :

« De plus, ne peuvent être inscrits sur le tableau d'aptitude, en vue d'une promotion à l'échelle III, que les agents de l'échelle inférieure titulaires d'un certificat d'aptitude délivré aux candidats ayant subi avec succès les épreuves d'un concours dont le programme et les conditions seront fixés par arrêté du ministre des colonies.

« La liste des candidats admis à se présenter à ce concours est arrêtée par le ministre des colonies après que les intéressés ont été mis en mesure de faire connaître qu'ils désirent, effectivement, se présenter audit concours.

« Cette liste comprend deux parties :

« Ne pourront être inscrits sur la première partie de ladite liste que les agents de l'échelle II âgés de moins de quarante-deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et comptant au moins six années de service dans le cadre général ou comme agents contractuels assimilés, dont trois ans de service outre-mer.

« Ne pourront être inscrits sur la deuxième partie de la liste susvisée que les agents de l'échelle II, échelon 8 au moins, comptant au moins quinze ans de service dans le cadre général ou comme agents contractuels assimilés, dont huit ans de service outre-mer.

« Le programme du concours comporte :

« 1<sup>o</sup> — Pour les candidats inscrits sur la première partie de la liste, des épreuves dont la désignation et le niveau sont fixés par l'arrêté du ministre des colonies prévu au troisième alinéa du présent article;

« 2<sup>o</sup> — Pour les candidats inscrits sur la deuxième partie de la liste, d'une part, l'établissement d'un travail personnel portant sur un sujet technique choisi par le candidat et soumis, six mois avant la date du concours, à l'agrément du jury du concours, qui devra notifier à l'intéressé, dans un délai d'un mois, si le sujet qu'il présente est admis ou non. Le candidat pourra soumettre plusieurs sujets à la décision du jury. Le travail correspondant au sujet agréé devra être présenté au jury un mois avant la date fixée pour la session du concours.

« D'autre part, des interrogations orales portant sur le travail ainsi établi, le droit administratif, la législation et l'exploitation des chemins de fer, l'organisation générale des chemins de fer coloniaux et le fonctionnement des divers services des réseaux, ainsi que sur une matière technique, au choix de l'intéressé, comprise parmi celles de sa spécialité qui auront été énumérées dans l'arrêté du ministre des colonies fixant dans le détail les conditions et le programme du concours à subir par les candidats inscrits sur la première partie de la liste.

« Le fait d'avoir été inscrit sur la première partie de la liste d'admission au concours ne fait pas obstacle à ce que l'intéressé puisse être inscrit sur la deuxième partie de cette liste. Toutefois, aucun candidat ne pourra être inscrit plus de trois fois sur la liste des

candidats admis à se présenter, aucune discrimination n'étant faite, à cet égard, entre la première ou la deuxième partie de la liste ».

*Art. 14.* — Le quatrième paragraphe de cet article est complété comme suit :

« Les agents promus à une échelle supérieure conservent, s'il y a lieu, dans l'échelon qui leur est attribué dans la nouvelle échelle, la solde dont ils bénéficiaient dans l'échelon de l'échelle inférieure ».

*Art. 23.* — *Substituer* : « Echelle II, 1<sup>re</sup> catégorie B » à « Echelle II, 2<sup>e</sup> catégorie », et ; « Toutefois les agents de l'échelle I voyageant... » à « Toutefois les agents de l'échelle II voyageant... ».

*Art. 26.* — *Ajouter*, après le deuxième alinéa :

« Les agents provenant du personnel supérieur des cadres locaux des chemins de fer classés à l'échelle II du cadre général, pourront, sur proposition du chef de colonie pendant une période qui prendra fin un an après la date légale de cessation des hostilités, être promus, sans concours, à l'échelle III, s'ils ont occupé, pendant deux ans au moins, antérieurement à la date du présent décret, des fonctions ressortissant désormais à des emplois des échelles III et IV, et s'ils sont également l'objet d'une proposition de la commission de classement ».

*Art. 31.* — Le troisième alinéa de cet article est complété comme suit :

« Toutefois, les agents des grands réseaux français appartenant à l'échelle XI logé, de la Société nationale des chemins de fer français, seront classés à l'échelle I du cadre général des chemins de fer coloniaux.

« Si les agents de la Société nationale des chemins de fer français, détachés dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, viennent à bénéficier, dans leur réseau d'origine, d'un avancement d'échelon qui leur aurait permis d'être classés à un échelon supérieur à celui qui leur a été attribué, ils pourront être inscrits au tableau d'avancement en vue de leur nomination à cet échelon dans les conditions prévues par le présent décret.

« Dans le cas où l'avancement d'échelon dans le réseau d'origine serait prononcé au cours de la première année de détachement à la colonie des bénéficiaires, ceux-ci pourront être reclassés d'office à l'échelon supérieur, pour compter de la date à laquelle ils ont obtenu ledit avancement ».

*Art. 36.* — *Substituer* : « Pendant un délai d'un an après la date légale de cessation des hostilités, les agents... », à : « Pendant un délai de dix-huit mois, à compter de la date du présent décret, les agents... ».

*ART. 3.* — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et, notamment, l'acte dit décret n° 95 du 8 février 1943.

*ART. 4.* — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au

*Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 octobre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

### *Garanties disciplinaires*

*ARRETE* N° 723/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale, promulgué au Togo le 30 Novembre 1939 ;

Vu le décret-loi du 18 Novembre 1939 suspendant pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, promulgué au Togo le 27 décembre 1939

Vu l'arrêté général N° 3.552 AP. du 23 Novembre 1945 ;

### *ARRETE :*

*ARTICLE PREMIER.* — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance N° 45-2457 du 19 octobre 1945 portant rétablissement des garanties disciplinaires accordées aux agents des administrations publiques et des services concédés.

*ART. 2.* — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,*

*Le Chef du Bureau des Finances*

*Ordonnateur-Délégué,*

*chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*

P. SANSON.

### *EXPOSE DES MOTIFS.*

Le décret du 18 novembre 1939 suspend, pendant la durée des hostilités, le fonctionnement des conseils de discipline institués dans les collectivités publiques et les services concédés.

Aux termes de ce texte, les mesures disciplinaires sont prises par l'autorité compétente pour nommer les divers personnels sans consultation ou délibération préalable des conseils prévus par les lois, décrets ou règlements.

D'autre part, ce même texte étend les dispositions du dernier alinéa de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 qui suspendait le droit d'obtenir communication de leur dossier accordé aux fonctionnaires se trouvant sous le coup d'une information disciplinaire par l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Enfin, les fonctionnaires frappés d'une peine disciplinaire doivent attendre le mois qui suivra la cessation des hostilités pour être admis à introduire un pourvoi en revision.

Or, malgré l'arrêt des opérations de guerre, il est à présumer que l'acte qui consacrera la fin des hostilités ne pourra intervenir que dans un laps de temps assez éloigné.

Pourtant, un rapide retour au régime du temps de paix est souhaitable. Il a déjà été jugé possible de lever certaines restrictions édictées dans un but de sécurité et il apparaît aujourd'hui que le maintien du régime institué par le dernier alinéa de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et le décret du 18 novembre 1939, de caractère tout à fait exceptionnel, ne présente plus l'utilité qu'il pouvait revêtir durant la guerre.

Il y a donc intérêt à remettre, dès maintenant, en vigueur un statut disciplinaire qui conserve le double avantage de constituer une garantie tant pour les agents de l'Etat que pour l'administration.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française,

Sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre et, notamment les articles 13, 14 et 15;

Vu le décret du 18 novembre 1939 suspendant pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés;

Vu l'urgence constatée par le Président du Gouvernement provisoire;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés le dernier alinéa de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre et le décret du 18 novembre 1939 suspendant, pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, à l'exclusion des personnels militaires.

ART. 2. — Les personnels qui auront été l'objet d'une peine disciplinaire dans les conditions fixées par les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du

18 novembre 1939 susvisé pourront demander la revision de la mesure prise à leur égard, dès la publication du décret pris en la forme des règlements d'administration publique qui déterminera les conditions de cette revision ainsi que celles du rétablissement ou du redressement éventuels de la situation administrative des fonctionnaires intéressés.

ART. 3. — La présente ordonnance qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1945 sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 19 octobre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,*  
Eugène Thomas.

*Le ministre d'Etat,*  
Jules JEANNENEY.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITON.

*Le Ministre des Travaux publics et des Transports*  
*Ministre des affaires étrangères par intérim,*  
René MAYER.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
*Ministre de l'Intérieur par intérim,*  
Alexandre PARODI.

*Le Ministre de la Guerre,*  
A. DIETHELM.

*Le Ministre de la marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Ministre de l'Air,*  
Charles TILLON.

*Le Ministre de l'Economie nationale*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN

*Le Ministre de la Production Industrielle,*  
Robert LACOSTE.

*Le Ministre de l'Agriculture,*  
Tanguy PRIGENT.

*Le Ministre du Ravitaillement,*  
Christian PINEAU.

*Le Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*  
Raoul DAUTRY.

*Le Ministre de l'Education nationale*  
René CAPITANT

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,*  
Alexandre PARODI.

*Le Ministre des Travaux publics et des Transports*  
René MAYER.

*Le Ministre de la Santé publique,*  
François BILLOUX.

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

*Le Ministre de l'Information,*  
Jacques SOUSTELLE.

*Le Ministre des Prisonniers, Déportés, et Réfugiés,*  
Henri FRENAY.

P. T. T.

*Télégrammes familiaux***ARRETE** N° 733/CAB. du 21 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 3.551 AP. du 23 novembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret n° 45-2306 du 9 octobre 1945 portant création d'un service de télégrammes familiaux à prix réduit dans les relations entre la France et l'Afrique du Nord d'une part, les territoires français d'outre-mer de l'autre dans les relations intercoloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des finances, du ministre des colonies et du ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, modifié par la loi du 29 juillet 1913 relative à la taxe télégraphique;

Vu l'article 71 de la loi de finances du 29 avril 1926 relative à la fixation par décret des taxes radiotélégraphiques;

Vu le décret du 6 janvier 1928 modifié par les décrets du 1<sup>er</sup> août 1930 et du 30 décembre 1937 portant fixation de la taxe afférente au parcours radioélectrique des correspondances échangées par les communications radiotélégraphiques;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes, par l'effet duquel sont provisoirement maintenus en application les actes dits :

Décret du 23 juin 1941 portant création d'un service de télégrammes familiaux à prix réduit en faveur des militaires et marins des forces françaises d'outre-mer;

Décret du 27 janvier 1942 portant extension aux relations entre possessions françaises du service des télégrammes familiaux à prix réduit;

Décret du 23 juillet 1942 portant création d'un service de télégrammes familiaux dans les relations entre la France non occupée et les territoires français d'outre-mer;

Décret du 31 décembre 1943 portant promulgation de la convention internationale des télécommunications signée à Madrid le 9 décembre 1932 et des règlements y annexés révisés au Caire le 4 avril 1938;

Vu les décisions prises à Alger par le commissaire à la marine marchande et aux communications (service des P.T.T.) autorisant l'échange de télégrammes E.F.M. et E.F.M. code dans les relations avec les formations mobilisées,

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est créé entre la France (y compris l'Algérie), les protectorats de la Tunisie et du Maroc, d'une part, et les territoires français d'outre-mer ressortissant au département des colonies, d'autre part, ainsi qu'entre ces territoires, un service de télégrammes familiaux à prix réduit acheminés exclusivement par la voie radiotélégraphique.

Ces télégrammes sont désignés par les abréviations = T F C = s'ils intéressent des relations civiles et = T F M = s'ils sont envoyés par ou adressés à des militaires.

ART. 2. — Les télégrammes « T F C » et « T F M » permettent l'échange de la correspondance à caractère familial exclusivement.

Ils sont rédigés en langage clair français et comportent seize mots au maximum, indications de service, adresse, texte et signature.

Ils sont remis aux destinataires comme les lettres-télégrammes = D L T = ou = N L T =.

ART. 3. — Il est perçu :

100 F par télégramme T F C;

60 F par télégramme T F M.

Ces taxes seront modifiées éventuellement dans la même proportion que celles des télégrammes du régime intérieur français avec arrondissement aux cinq francs ou à la dizaine de francs supérieurs.

ART. 4. — La taxe est répartie comme suit :

DESIGNATION	TÉLÉGRAMMES TFC OU TFM échangés avec		
	La France.	L'Algérie et la Tunisie.	Le Maroc.
Taxe terminale coloniale .	1/10	1/10	1/10
Taxe radioélectrique . .	8/10	7/10	7/10
Taxe terminale française.	1/10	1/10	»
Taxe des câbles méditerranéens . . . . .	»	1/10	1/10
Taxe terminale marocaine.	»	»	1/10

DESIGNATION	TÉLÉGRAMMES TFC et TFM échangés entre Territoires d'outre-mer.	
Taxe terminale coloniale (origine) .	1/10	
Taxe radioélectrique . . . . .	8/10	
Taxe terminale coloniale (destination):	1/10	

Il n'est attribué ni taxe de transit à l'administration métropolitaine et aux services coloniaux intermédiaires, ni taxe additionnelle pour un parcours à l'intérieur ou au delà de la colonie recevant une part terminale.

ART. 5. — Le service des télégrammes T F C et T F M prendra fin au plus tard trois mois après la date légale de cessation des hostilités.

ART. 6. — Un arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones fixera la date d'application du présent décret.

ART. 7. — Les actes dits décrets du 23 juin 1941, du 27 janvier 1942 et du 23 juillet 1942, ainsi que les décisions d'initiative algérienne concernant les télégrammes E F M et E F M code sont abrogés.

ART. 8. — Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre des Postes, Télégraphes  
et Téléphones,*  
Eugène THOMAS.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BIDAULT.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

#### *Timbres-poste*

ARRETE N° 735/CAB. du 21 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3547 Ap. du 23 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance N° 45-2458 du 19 octobre 1945 relative à l'interdiction de surcharger des timbres-poste français et de vendre, colporter, offrir, distribuer ou exporter les timbres-poste surchargés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

#### EXPOSE DES MOTIFS

A l'occasion de la libération du territoire, il a été procédé dans diverses localités ou régions, à la surcharge de certains timbres-poste en service.

Cette opération a été réalisée le plus souvent sur la seule initiative de sociétés philatéliques ou de particuliers à des fins intéressées.

Il est nécessaire de prévenir le retour de ces abus qui favorisent la spéculation, troublent l'activité normale du commerce de la philatélie et jettent à l'étranger un discrédit sur le timbre-poste français.

La présente ordonnance a pour objet d'interdire à l'avenir la surcharge des timbres-poste ou autres valeurs fiduciaires postales et de réprimer la vente, l'exportation, le colportage, l'offre de la distribution des figurines qui seraient surchargées malgré cette interdiction.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des postes, télégraphes et téléphones,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 11 juillet 1885 portant interdiction de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires;

Le conseil d'Etat entendu,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A l'exception des opérations prescrites par le ministère des postes, télégraphes et téléphones ou le ministre des colonies, pour leur propre compte, ou pour le compte des offices postaux des colonies ou des pays de protectorat et territoires sous mandat, sont interdites sous les peines édictées par la loi du 11 juillet 1885 :

1° — La surcharge, par impression, perforation, ou par tout autre moyen, des timbres-poste de la métropole, des colonies, des pays de protectorat et territoires sous mandat, ou autres valeurs fiduciaires postales périmés ou non.

2° — La vente, le colportage, l'offre et la distribution, l'exportation des timbres-poste ou autres valeurs fiduciaires postales surchargés en contravention aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux timbres-poste et valeurs fiduciaires postales qui ont été surchargés antérieurement à la date de publication de la présente ordonnance.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 19 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*  
Eugène THOMAS.

*Le ministre des colonies,*  
P. GIACOBBI.

#### Mouvement National d'Epargne

ARRETE N° 720/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3545 AP. du 23 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance N° 45-2337 du 13 octobre 1945 portant création du Mouvement National d'Epargne.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,*

*Le Chef du Bureau des Finances -*  
*Ordonnateur-Délégué,*  
*chargé de l'expédition des affaires*  
*courantes et urgentes,*  
P. SANSON.

#### EXPOSE DES MOTIFS

Le Gouvernement a maintes fois exprimé sa volonté de stabiliser le pouvoir d'achat du franc et d'accroître le crédit public, afin d'assurer le financement des dépenses nécessaires à la reconstruction et au rééquipement du pays.

Ces objectifs imposent l'adoption progressive de mesures concernant la production, la consommation et l'épargne, dont la pleine efficacité est subordonnée à la coordination des efforts de tous les membres de la communauté nationale.

En ce qui concerne plus particulièrement l'épargne, cet effort collectif constitue une impérieuse nécessité. Le temps n'est plus où de grandes et puissantes réalisations pouvaient être effectuées avec l'apport d'une seule catégorie de possédants. L'importance des capitaux indispensables à la reconstitution du pays, l'obligation d'assurer l'étanchéité du circuit monétaire, l'interdépendance des dispositions financières avec les mesures qui seront prises dans le domaine de la production, représentent autant d'éléments qui militent en faveur d'une action collective parfaitement ordonnée.

C'est ainsi qu'il est apparu utile de susciter sur l'ensemble du territoire un vaste mouvement en faveur de l'épargne, et de concevoir à cet effet une organisation dynamique, cohérente et extrêmement ramifiée qui, s'articulant avec l'organisation déjà existante des caisses d'épargne, conjuguera son action avec la leur.

La création du mouvement national d'épargne répond à cette préoccupation.

Placée sous le haut patronage du chef du Gouvernement et sous la présidence du ministre des finances, cette institution comporterait un organisme directeur et des organismes locaux.

Le comité national d'épargne, groupant dans son sein des représentants de la puissance publique, des intérêts généraux du pays et des épargnants, disposerait de toute l'autorité morale nécessaire pour concevoir une politique d'ensemble, pour orienter et coordonner l'action des comités locaux.

Les comités locaux auraient notamment pour mission, dans une circonscription territoriale déterminée, de provoquer la constitution de groupement d'épargne. Ces groupements professionnels ou locaux, créés à l'endroit même où se forme l'épargne, assureraient l'encadrement des épargnants.

Ainsi serait établi un vaste réseau d'initiatives appelé à mettre en évidence la nécessité pour tous les Français d'apporter leur concours à l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le Gouvernement.

Mis en demeure de fonctionner très rapidement au moyen d'une dotation budgétaire, le mouvement national d'épargne, investi de la personnalité civile et jouissant de l'autonomie financière, constituerait une organisation souple et fortement décentralisée qui permettrait à tous les épargnants, quels qu'ils soient, d'apporter à la nation, avec le maximum de facilités, le concours financier que celle-ci est en droit d'attendre d'eux.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre des colonies et du ministre des affaires étrangères,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Le conseil d'Etat entendu,



## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un mouvement national d'épargne, reconnu d'utilité publique, dont les statuts ci-annexés sont approuvés par la présente ordonnance.

ART. 2. — Le mouvement national d'épargne est placé sous le haut patronage du Président du Gouvernement.

ART. 3. — Le mouvement national d'épargne comprend :

a) Le comité national d'épargne représenté dans chaque département par un délégué départemental assisté d'un comité consultatif et, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, par des comités coloniaux d'épargne;

b) Des comités locaux d'épargne constitués sous la forme d'associations déclarées de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et des groupes d'épargne régis par un règlement intérieur.

ART. 4. — Ne pourront prendre ou garder la dénomination de comités locaux d'épargne que les groupements d'épargne ayant l'agrément du comité national d'épargne.

ART. 5. — Les modifications aux statuts du mouvement national d'épargne seront approuvées par décret en conseil d'Etat.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique fixera les règles d'organisation financière et de contrôle du mouvement national d'épargne.

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 13 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre des Finances,*

R. PLEVEN.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

Georges BIDAULT.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,*

*Ministre de l'Intérieur par intérim,*

Alexandre PARODI.

*Le Ministre des Colonies,*

P. GIACOBBI.

## STATUTS

ARTICLE PREMIER. — Le Mouvement national d'épargne a pour objet :

a) D'étudier et de proposer aux pouvoirs publics toutes mesures de nature à favoriser le développement et la défense de l'épargne;

b) De favoriser la souscription aux émissions du Trésor public et à tous emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat;

c) De provoquer la création d'organismes locaux d'épargne, de coordonner et d'orienter leur action;

d) De soutenir les épargnants dans la défense de leurs droits et de leurs intérêts :

Sa durée est illimitée.

Son siège est à Paris.

*Comité national d'épargne*

ART. 2. — Le comité national d'épargne est l'organe directeur du Mouvement national d'épargne.

ART. 3. — Le comité national d'épargne est présidé par le ministre des finances, assisté d'un ou de plusieurs vice-présidents élus dans son sein.

Il comprend des membres de droit, des membres nommés par arrêté du ministre des finances, sur la proposition des organisations professionnelles ou syndicales et des membres élus.

Sont membres du comité national d'épargne :

Le gouverneur de la Banque de France, le gouverneur du Crédit foncier de France, le président directeur général du Crédit national, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, le directeur du Trésor au ministère des finances, le directeur de la caisse centrale de la France d'outre-mer, le secrétaire général de l'économie nationale, le secrétaire général au ministère de la reconstruction, le secrétaire général à la famille, le directeur des affaires économiques au ministère des colonies, le directeur de la caisse nationale d'épargne au ministère des postes, télégraphes et téléphones, le commissaire général du Mouvement national d'épargne, ou leurs représentants, membres de droit;

Deux membres de la ou des assemblées législatives, désignés par cette ou ces assemblées;

Un conseiller d'Etat, élu par l'assemblée générale du conseil d'Etat;

Un représentant de la conférence des caisses d'épargne, un représentant de la caisse nationale de crédit agricole, trois représentants des organisations syndicales patronales et artisanales, quatre représentants des organisations syndicales ouvrières, deux représentants de la confédération générale de l'agriculture, deux représentants des coopératives et de la mutualité, un représentant de l'union française des combattants, un représentant des associations de travailleurs intellectuels nommés par arrêtés du ministre des finances;

Vingt-cinq membres représentant les épargnants, à raison d'un représentant par région économique, de deux pour Paris, d'un pour l'Algérie et de quatre pour l'ensemble des colonies, protectorats et territoires sous mandat, membres élus par les titulaires de la carte d'épargnant instituée par l'article 12 ci-dessous.

La procédure des élections est arrêtée par le comité national d'épargne.

Les membres du comité national d'épargne sont nommés ou élus pour une durée de trois ans; leur mandat est renouvelable.

Peuvent d'autre part assister aux réunions du comité national d'épargne :

1<sup>o</sup> — Avec voix délibérative, tout membre du Gouvernement ou son représentant dont le département serait intéressé par une des questions figurant à leur ordre du jour;

2<sup>o</sup> — Avec voix consultative, les personnes auxquelles le comité estimerait devoir faire appel en raison de leurs fonctions, de leur activité ou de leur compétence dans le domaine de l'épargne.

ART. 4. — Le comité national d'épargne se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son président et au moins une fois par semestre.

Il délibère sur toutes les questions intéressant le Mouvement national d'épargne et vote le budget.

La présence de quinze membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. En cas de partage égal de voix, la voix du président est prépondérante.

ART. 5. — Sous réserve des frais de déplacement engagés, les fonctions de membre du comité national d'épargne sont gratuites.

ART. 6. — Le ministre des finances nomme, par arrêté, un commissaire général du Mouvement national d'épargne.

Le commissaire général a pour mission d'organiser et de coordonner l'action du Mouvement national d'épargne.

Il nomme et révoque les délégués départementaux, accorde ou retire l'agrément aux comités locaux d'épargne. Les décisions prises à cet égard par le commissaire général devront être ratifiées par le comité national.

Il prépare et présente le budget du Mouvement national d'épargne. Il est assisté d'un ou plusieurs commissaires adjoints et de délégués généraux nommés par arrêté du ministre des finances sur la proposition du comité national.

Sous réserve des frais de déplacement et du remboursement des dépenses engagées dans l'intérêt du service, les fonctions de commissaire général et de commissaires adjoints sont gratuites.

ART. 7. — Un secrétaire général, nommé par arrêté du ministre des finances et choisi parmi les fonctionnaires de son département, est chargé de l'organisation et du fonctionnement des services techniques, administratifs et financiers du Mouvement national d'épargne. Il est assisté dans ses fonctions par un secrétaire général adjoint nommé par arrêté du ministre des finances.

Un trésorier, nommé par arrêté du ministre des finances, est choisi parmi les comptables ou anciens comptables du Trésor.

Le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint et le trésorier assistent, avec voix consultative, aux réunions du comité national d'épargne.

ART. 8. — Les comptes de gestion du secrétaire général sont soumis, à la fin de chaque exercice, à l'examen d'une commission de contrôle présidée par un conseiller maître à la cour des comptes et composée de trois membres de la cour des comptes et de trois membres du comité national désignés par ce comité.

ART. 9. — Le commissaire général du comité national d'épargne convoque chaque année une assemblée générale du Mouvement d'épargne, à laquelle il rend compte de l'activité du comité national.

L'assemblée générale est placée sous la présidence du président du Gouvernement, qui peut se faire représenter.

Elle se compose :

a) Des membres du comité national d'épargne, du ou des commissaires adjoints, des délégués généraux, du secrétaire général et du secrétaire général adjoint et du trésorier;

b) Des présidents des comités départementaux ou coloniaux;

c) De présidents de comités locaux et de chefs de groupes constitués suivant les prescriptions de l'article 12 ci-dessous et désignés tous les ans par le comité national en raison des résultats qu'ils ont obtenus;

d) De représentants des grands intérêts économiques, des organisations sociales et des associations culturelles du pays désignés tous les ans par le comité national.

L'assemblée générale entend les rapports sur le fonctionnement du Mouvement national d'épargne et sur sa situation matérielle et morale, ainsi que le rapport annuel de la commission de contrôle prévue à l'article 8 ci-dessus.

L'assemblée générale émet tous vœux et présente toutes suggestions quant au développement et à la sauvegarde de l'épargne.

ART. 10. — Les comités départementaux et coloniaux d'épargne ont pour objet, conformément aux directives du comité national d'épargne, d'organiser les campagnes d'épargne, d'étudier les suggestions qui leur sont soumises par les représentants des comités locaux et de prendre toutes dispositions de nature à favoriser et développer l'esprit et la volonté d'épargne.

La composition et le fonctionnement des comités départementaux et coloniaux sont fixés par décision du comité national d'épargne, approuvée par arrêté du ministre des finances.

ART. 11. — Des délégués départementaux et coloniaux, nommés par le comité national assurent la liaison entre ledit comité national et les comités départementaux et coloniaux.

Ils sont les agents d'exécution des décisions du comité national, procèdent à l'installation et l'organisation des comités locaux et des groupes d'épargne et veillent à leur fonctionnement.

Les délégués départementaux et coloniaux exercent leurs fonctions dans des conditions qui sont déterminées par le commissaire général.

#### *Comités locaux et groupes d'épargne*

ART. 12. — Les comités locaux d'épargne sont chargés de procéder à la création de groupes d'épargne territoriaux, professionnels ou sociaux, de favoriser leurs initiatives, d'encourager leur prospection et de centraliser les résultats obtenus par chacun d'eux.



L'organisation, la composition et le fonctionnement des comités locaux d'épargne sont régis par des statuts conformes à des statuts types délibérés par le comité national et approuvés par le ministre des finances.

Il est remis à chaque membre d'un groupe d'épargne une carte d'épargnant où sont enregistrées ses souscriptions. Ladite carte, en dehors des avantages spéciaux qu'elle pourra comporter pour son titulaire, sert de carte d'électeur pour la désignation des chefs de groupes et des délégués aux différentes organisations du Mouvement national.

#### *Modification des statuts et dissolution*

ART. 13. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du comité national d'épargne et à la majorité des deux tiers des membres présents, la présence de trente membres étant nécessaire pour la validité des délibérations relatives aux statuts.

Les modifications ainsi adoptées sont adressées au ministre des finances et au ministre de l'intérieur. Elles ne sont valables qu'après approbation par décret pris en conseil d'Etat.

ART. 14. — La dissolution du Mouvement national d'épargne ne peut être prononcée que par un texte législatif, sur le rapport du ministre des finances et du ministre de l'intérieur.

#### *Dispositions transitoires*

ART. 15. — En attendant qu'il puisse être procédé aux élections prévues à l'article 3 ci-dessus et pendant une durée d'un an à dater de la mise en vigueur des présents statuts, les représentants des épargnants au comité national seront désignés par le ministre des finances, sur présentation des présidents des comités départementaux et coloniaux et après avis du commissaire général.

#### **Spécialités pharmaceutiques**

ARRETE No 734/CAB. du 21 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général no 3.549 AP. du 23 novembre 1945;

#### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance No 45-2340 du 13 octobre 1945, portant établissement d'une liste de spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des services publics.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

#### **EXPOSE DES MOTIFS**

Présentement, les plus grandes divergences peuvent être observées dans les conditions selon lesquelles les spécialités pharmaceutiques sont prises en charge par les collectivités ou les services publics. Et selon les textes en application desquels elles sont employées, les organismes utilisateurs ou le lieu d'application, on passe d'un régime de pleine liberté à celui d'un contrôle rigoureux.

Devant les inconvénients que présente cette multiplicité de régimes disparates, une réforme s'imposait, d'autant plus que les spécialités occupent, dans l'arsenal thérapeutique français, une place dont l'importance augmente sans cesse. Aussi a-t-il paru indispensable d'établir une liste unique de médicaments qui serait obligatoire pour les collectivités ou services publics.

L'élaboration d'une telle nomenclature représente un travail long et minutieux qui réclame de ceux à qui il est confié, une haute valeur technique et une indépendance absolue.

Aussi l'ordonnance ci-jointe a-t-elle prévu qu'il serait fait appel, pour accomplir cette tâche, aux personnalités médicales ou pharmaceutiques les plus qualifiées, ainsi qu'aux représentants des divers ministères intéressés.

En outre, pour permettre à la liste proposée de s'adapter avec toute la souplesse désirable aux divers cas envisagés ci-dessus, elle a disposé que celle-ci serait subdivisée en différentes catégories, chacune d'elles s'appliquant à des groupes de parties prenantes déterminées.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de la santé publique,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite;

Vu le décret du 26 février 1897 sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires;

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, modifiée;

Vu la loi du 15 décembre 1933 étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, modifiée par les textes subséquents et, notamment par la loi provisoirement applicable du 16 mars 1943;

Vu la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre;

Vu la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu le décret du 29 novembre 1939 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes, ensemble le décret du 19 mars 1940 portant règlement d'administration pour l'application dudit décret;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu le décret du 26 décembre 1944 fixant les attributions du ministère de la santé publique;

Vu l'urgence constatée par le Président du Gouvernement;  
Le conseil d'Etat. (commission permanente) entendu,

### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'achat, la fourniture, l'utilisation et la prise en charge par les collectivités ou services publics de spécialités pharmaceutiques sont limités dans les conditions prévues ci-dessous aux spécialités agréées dont la liste est établie par arrêté du ministre de la santé publique.

ART. 2. — Cette liste sera proposée par une commission dont la composition sera fixée par décret rendu sur la proposition du ministre de la santé publique.

ART. 3. — Pourront, en outre, être entendus à titre consultatif par la commission, les personnalités médicales ou pharmaceutiques ainsi que les représentants qualifiés des organismes ou services en cause, notamment les organismes d'assurances sociales ou de la commission supérieure des soins gratuits aux victimes de la guerre dont la commission désirerait avoir l'avis.

ART. 4. — La liste des spécialités agréées prévue à l'article 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance comprend plusieurs catégories correspondant chacune à une ou plusieurs catégories d'utilisateurs visés à l'article ci-dessus.

Un arrêté du ministère de la santé publique, du ministère de la guerre et du ministère du travail fixera les modalités de leur classification.

ART. 5. — Seules les spécialités agréées dans les catégories correspondantes pourront être :

1<sup>o</sup> — Achetées et utilisées, sauf en cas d'urgence, par les établissements hospitaliers civils et militaires;

2<sup>o</sup> — Achetées et utilisées par les collectivités publiques, les organismes de toute nature dont les ressources proviennent en tout ou en partie des subventions des collectivités publiques;

3<sup>o</sup> — Fournies gratuitement aux bénéficiaires de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite;

4<sup>o</sup> — Fournies gratuitement aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre;

5<sup>o</sup> — Fournies aux ouvriers des établissements militaires en application du décret du 26 février 1897 sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires;

6<sup>o</sup> — Remboursées aux assurés sociaux en application de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les textes subséquents;

7<sup>o</sup> — Fournies ou remboursées aux victimes d'accidents du travail en application de la loi du 9 avril 1898 et de la loi provisoirement applicable du 16 mars 1943 sur les accidents du travail.

ART. 6. — Les modalités d'inscription sur la liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> sont fixées par un règlement intérieur de la commission.

ART. 7. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 8. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 13 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre de la Santé publique,*  
François BILLOUX.

*Le Ministre des Travaux publics et des Transports,*  
*Le ministre des affaires étrangères par intérim;*  
René MAYER.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,*  
*ministre de l'intérieur par intérim,*  
Alexandre PARODI.

*Le Ministre de la Guerre,*  
A. DIETHELM.

*Le Ministre de la marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Ministre de l'Air,*  
Charles TILLON.

*Le Ministre de l'Economie nationale*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,*  
Alexandre PARODI.

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

### Organisation administrative

*Service du contrôle*  
*et du conditionnement des produits aux colonies*

ARRETE N° 721/CAB. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3.608 AP. du 26 novembre 1945;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle et du conditionnement des produits aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes.*

P. SANSON.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912 et la loi du 29 juin 1918, ensemble sur le régime financier des colonies;

Vu le décret-loi du 27 août 1937 tendant à réglementer l'exportation des produits originaires ou en provenance des colonies et l'importation dans la métropole et les territoires d'outre-mer des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, notamment l'article 2 classant les dépenses du conditionnement dans la catégorie des dépenses obligatoires;

Vu le décret du 24 mai 1938 étendant aux produits étrangers similaires de nos produits coloniaux les mesures prises en application du décret-loi du 27 août 1937 pour le conditionnement et le contrôle du conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans chaque colonie ou territoire dépendant du ministère des colonies, un service de contrôle du conditionnement des produits à l'exportation et à l'importation.

*Attributions*

ART. 2. — Les services de contrôle du conditionnement aux colonies ont pour attributions :

De contrôler, à l'exportation des territoires relevant du ministère des colonies, l'application des textes de conditionnement concernant les produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des industries agricoles originaires ou en provenance de ces territoires;

De contrôler, à l'importation dans ces territoires, l'application de ces mêmes textes, d'une part aux produits provenant des autres colonies et, d'autre part, aux produits étrangers, de même nature que nos produits coloniaux, non soumis à un contrôle du conditionnement dans leur pays d'origine;

De vérifier, à l'importation dans nos territoires, la qualité des produits étrangers similaires de nos produits coloniaux soumis à un contrôle du conditionnement dans leur pays d'origine;

D'étudier les améliorations à apporter à la présentation et à la circulation des produits du cru;

De rechercher les causes de leur détérioration et de proposer les moyens propres à y remédier;

De proposer les normes à appliquer aux produits du cru qui ne font pas encore l'objet d'une mesure de conditionnement ainsi que toutes modifications aux normes établies qui seraient désirables;

D'étudier, à la demande de l'organisme central de la métropole, toutes questions concernant le conditionnement et le contrôle du conditionnement des produits;

De préparer les échantillons de produits standardisés destinés aux expositions;

De donner, aux services locaux de l'agriculture, tous renseignements sur les modifications de qualité et de pureté constatées dans la production des produits de diverses régions de la colonie;

De conseiller techniquement les gouvernements locaux pour l'organisation et le fonctionnement de l'inspection des produits à l'intérieur des colonies.

*Organisation administrative. — Personnel. — Budget*

ART. 3. — Dans chaque colonie autonome ou relevant d'un gouvernement général, le service de contrôle du conditionnement des produits est placé sous l'autorité du gouverneur et sous la direction d'un fonctionnaire pris, en principe, dans les cadres généraux des ingénieurs de l'agriculture aux colonies. Le gouverneur peut, toutefois, confier la direction de ce service à un fonctionnaire d'un autre cadre, à une personnalité choisie en dehors de l'administration, en raison de sa compétence, sous réserve de l'approbation de ce choix par le ministre des colonies.

Le chef du service de contrôle est nommé par arrêté du gouverneur de la colonie et relève du point de vue technique du chef du service de l'agriculture de la colonie.

ART. 4. — Des arrêtés du gouverneur fixeront les ports et autres localités où seront installés des postes fixes ou des postes intermittents de contrôle et où les opérations de vérification des produits par le service de contrôle du conditionnement seront effectuées.

Ces postes pourront également être placés dans chaque centre de préparation et d'emballage des produits.

ART. 5. — Dans chaque colonie, un comité consultatif du conditionnement sera chargé d'étudier sur le plan technique l'extension et le perfectionnement du classement des produits ainsi que toutes les questions relatives au contrôle du conditionnement.

Un arrêté du gouverneur précisera la composition de cette commission, qui devra obligatoirement comprendre des représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et les chefs des services des douanes, de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.

ART. 6. — Le personnel du service du conditionnement des produits aux colonies comprend :

1<sup>o</sup> — Les inspecteurs du contrôle du conditionnement;

2<sup>o</sup> — Les contrôleurs du conditionnement;

3<sup>o</sup> — Les préparateurs de laboratoire;

4<sup>o</sup> — Les agents indigènes.

Ce personnel est désigné par le gouverneur de la colonie sur la proposition du chef du service de contrôle et choisi en principe parmi les agents ayant subi avec succès le stage de spécialisation prévu à l'article 9.

Toutefois, le stage préalable ne sera pas exigé durant les cinq premières années d'application du présent décret, sous réserve que le personnel désigné l'effectue dans un délai de trois ans suivant la date de leur nomination.

Lorsque ce personnel est détaché d'un autre cadre général ou local, il continue à percevoir dans ces nouvelles fonctions, la solde et les accessoires de solde de son cadre d'origine.

a) Les inspecteurs du contrôle du conditionnement aux colonies sont choisis :

1<sup>o</sup> — Parmi le personnel des cadres généraux de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts aux colonies;

2<sup>o</sup> — Parmi le personnel des organismes de contrôle préexistants, ou tous autres candidats à ces emplois, offrant des garanties suffisantes de technicité, engagés par contrat dans les formes et conditions réglementaires locales.

Ils occupent les fonctions de chef de service et de chef de poste de contrôle. Ils peuvent participer aux opérations de contrôle et de dosages;

b) Les contrôleurs du conditionnement aux colonies sont choisis :

1<sup>o</sup> — Parmi le personnel des cadres des conducteurs des travaux agricoles ou des contrôleurs des eaux et forêts;

2<sup>o</sup> — Parmi les agents du personnel employé par les organismes de contrôle préexistants ou tous autres candidats à ces emplois offrant des garanties suffisantes de technicité, engagés par contrat dans les formes et conditions réglementaires locales.

Ils sont chefs de poste de contrôle et effectuent les contrôles et vérifications. Ils peuvent participer aux opérations de dosages;

c) Les préparateurs de laboratoire, offrant des garanties suffisantes de technicité sont détachés des autres services techniques ou engagés par contrat dans les formes et conditions réglementaires locales.

d) Les agents indigènes sont détachés des cadres locaux techniques ou engagés à titre temporaire aux conditions habituelles.

ART. 7. — Des spécialistes et experts, étrangers ou non à l'administration, rémunérés à la vacation, pourront être employés aux vérifications, contrôles, dosages et analyses en cas d'insuffisance numérique du personnel administratif ou dans des cas particuliers où la présence d'un spécialiste ou d'un expert sera nécessaire.

ART. 8. — Les agents des services de contrôle du conditionnement seront assermentés.

ART. 9. — Le personnel des inspecteurs, contrôleurs et préparateurs des services de contrôle du conditionnement aux colonies sera astreint à un stage au laboratoire de normalisation à la section technique d'agriculture tropicale de Nogent-sur-Marne.

La durée de ce stage sera :

De trois mois pour les inspecteurs provenant des cadres généraux des ingénieurs de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts aux colonies et les inspecteurs et contrôleurs contractuels des organismes de contrôle préexistants;

De six mois pour les contrôleurs du conditionnement provenant des cadres techniques locaux de l'agriculture et des eaux et forêts;

D'un an pour le personnel nouvellement agréé. Toutefois, dans ce dernier cas, le stage pourra être réduit à six mois par décision du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts si, à l'expiration de cette période de stage, leur formation technique est jugée suffisante.

ART. 10. — Les dépenses concernant le fonctionnement des services de contrôle du conditionnement seront inscrites aux budgets des colonies ou groupe de colonies intéressées. Elles seront classées dans la catégorie des dépenses obligatoires.

ART. 11. — Pour faire face à ces dépenses, il pourra être perçu à la sortie et à l'entrée de chaque colonie sur les produits de l'agriculture, de l'élevage et des forêts et des industries agricoles, une taxe de contrôle du conditionnement instaurée par des arrêtés généraux dans les fédérations et des arrêtés locaux dans les colonies autonomes, dont l'assiette et le mode de perception seront fixés dans les formes réglementaires prévues par les articles 74 et 74 b du décret du 30 décembre 1912 et l'article 55, paragraphes B et C de la loi du 29 juin 1918.

#### *Fonctionnement*

ART. 12. — Les agents chargés du contrôle du conditionnement veilleront, à l'embarquement et au débarquement, à la stricte exécution des règles du conditionnement applicables à chaque produit.

Ils auront libre accès à bord des navires, sur les quais, wharfs et dans les magasins ou entrepôts publics où sont entreposés les produits.

Les lieux de contrôle pourront être les quais, les magasins du service des douanes ou du service du conditionnement ou autres magasins publics ou privés agréés par le service des douanes.

Les textes fixant les règles du conditionnement de chaque produit préciseront la durée de la validité des vérifications.

Toutefois, les services de contrôle pourront procéder à de nouvelles vérifications, à n'importe quel moment, s'ils estiment cette opération nécessaire.

ART. 13. — Le service des douanes ne délivrera le certificat de contrôle du conditionnement et le permis d'embarquer ou de sortie des douanes que lorsqu'il

sera en possession du bulletin de vérification ne portant pas la mention « Non conforme aux normes » et après s'être assuré de la conformité entre les indications du bulletin, les déclarations de l'exportateur ou de l'importateur et le marquage des colis, et sur le vu de la quittance de paiement de la taxe de contrôle.

S'il y a présomption d'une manœuvre frauduleuse, le service des douanes pourra demander au service du contrôle du conditionnement d'effectuer une nouvelle vérification avant d'accorder le certificat de contrôle et l'autorisation d'embarquement ou de sortie des douanes.

Les décisions du service de contrôle du conditionnement seront sans appel, sauf lorsque les produits seront déclarés non conformes aux normes et que l'exportateur ou l'importateur demandera une contre-expertise.

ART. 14. — Dans ce cas, la décision sera soumise à une commission d'expertise qui décidera, à la majorité des membres présents, la voix du président étant, le cas échéant, prépondérante, et qui comprendra en principe :

*Président :*

Le chef du service de l'agriculture ou son délégué.

*Membres :*

Un fonctionnaire des services économiques.

Un représentant du service de contrôle.

Un représentant de la chambre de commerce.

Un représentant de la chambre d'agriculture.

Un représentant des compagnies de navigation dans le cas d'exportation des denrées périssables.

Des arrêtés du ministre des colonies, pris sur la proposition des gouverneurs, régleront les difficultés qui pourraient résulter de l'inexistence de certains des organismes ou services précités ou de l'insuffisance des effectifs.

La commission devra se prononcer dans les quarante-huit heures, faute de quoi la décision du service de contrôle du conditionnement deviendra immédiatement exécutoire.

Des vacations dont le montant sera fixé par des arrêtés locaux pourront être allouées aux membres de la commission.

Quand la demande de l'exportateur ou de l'importateur n'aura pas été reconnue fondée, les frais lui seront à charge.

Lorsque, après examen par la commission d'expertise, un produit refusé par le contrôleur aura été admis à l'exportation, la copie de la décision de la commission devra être jointe au certificat de contrôle.

ART. 15. — Il pourra être créé, dans chaque territoire relevant du ministère des colonies et pour chacun des produits soumis à des règles de conditionnement, une vignette dite de qualité dont les conditions de présentation et d'attribution seront fixées par des arrêtés locaux.

L'attribution demandée par le producteur ou l'exportateur sera décidée en dernier ressort par les services de contrôle du conditionnement au départ. Le bénéfice de cette vignette pourra toutefois être retiré à l'arrivée par le service de contrôle si la commission d'expertise du service de contrôle à l'importation estime que les produits ne remplissent pas les conditions requises.

ART. 16. — Lorsque, dans un lot, le service de contrôle constatera plus de 10 p. 100 de défauts, omissions, erreurs ou inexactitudes quant à l'emballage ou quant aux mentions de spécifications d'origine, de poids ou de destination, l'autorisation d'exportation ou d'importation ne pourra être accordée qu'après reconditionnement de tout le lot.

Si la proportion est inférieure à 10 p. 100, l'exportateur aura la faculté de retirer les colis défectueux ou, en cas d'expédition en vrac, la partie défectueuse, si elle peut être facilement isolée.

Les parties avariées ou impropres à la consommation seront saisies en vue de leur dénaturation ou de leur destruction.

L'interdiction d'exportation ou d'importation est prononcée par le service des douanes à l'encontre de tout produit signalé par le service de contrôle comme n'étant pas conforme aux normes qui en régissent le conditionnement.

ART. 17. — Toute mesure frauduleuse ou refus de se prêter aux mesures de contrôle sera constatée par procès-verbal et l'exportateur ou l'importateur sera passible des peines prévues par le décret-loi du 27 août 1937.

Les saisies seront vendues ou détruites selon les règlements en vigueur.

ART. 18. — Les actes de rébellion, voies de fait, injures, outrages et menaces contre les agents du service de contrôle du conditionnement seront constatés par procès-verbaux et portés devant les tribunaux compétents.

ART. 19. — Des arrêtés locaux, soumis à l'approbation du ministre des colonies, fixeront les modalités locales d'organisation et de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement de chaque colonie.

ART. 20. — Sont abrogés par le présent décret : Les dispositions des décrets des 15 février et 21 juin 1938, l'arrêté ministériel du 8 avril 1938 et l'acte dit décret du 19 mai 1941 concernant le conditionnement et son contrôle à la colonie.

ART. 21. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Colonies,*

P. GIACOBBI.

**Indemnité de mission aux colonies****ARRETE N° 722/CAB. du 18 décembre 1945.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3553 AP. du 23 novembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret N° 45-2464 du 18 octobre 1945 portant suppression de l'indemnité de mission aux colonies pour les membres des corps de contrôle militaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,

Le Chef du Bureau des Finances,

Ordonnateur-Délégué,

chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

P. SANSON.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 35 du décret du 14 décembre 1923 instituant une indemnité journalière de mission aux colonies aux fonctionnaires de l'inspection des colonies et ses modifications, notamment le décret du 13 juillet 1943 étendant le bénéfice de l'indemnité susvisée aux membres du corps de contrôle de l'armée, de la marine et de l'air;

Vu l'article 2 du décret du 16 septembre 1943;

Sur le rapport des ministres des colonies, de la guerre, de la marine, de l'air et des finances;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité journalière de mission aux colonies allouée aux membres des corps de contrôle des départements de la guerre, de la marine, de l'air et des colonies est supprimée à compter du 15 avril 1945.

ART. 2. — Les fonctionnaires militaires précités, dans les cadres, en mission en Algérie, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat français, perçoivent, à partir de la même date, leur solde et

accessoires de solde suivant les règles en vigueur pour les officiers des armées de terre, de mer et de l'air en service dans les mêmes territoires, compte tenu des modalités d'application ci-après :

a) L'indemnité de départ colonial est fixée à trente jours de solde budgétaire pour une mission de huit mois. Elle est réduite ou augmentée proportionnellement à la durée réelle de la mission sans pouvoir dépasser soixante jours de solde.

Cette indemnité n'est pas allouée dans le bassin méditerranéen;

b) Les indemnités pour déplacement temporaire sont allouées pour chaque journée passée en mission, aux taux prévus pour les officiers généraux. En cas de mission prolongée dans une même localité au delà du trentième jour, l'indemnité journalière réduite est allouée sans limitation de durée.

ART. 3. — Les soldes et indemnités des fonctionnaires de l'inspection des colonies en service en France et à l'étranger demeurent à la charge de l'Etat; les allocations supplémentaires qu'ils perçoivent en mission dans les territoires français d'outre mer sont à la charge des budgets généraux ou locaux de ces territoires.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires sont abrogées, notamment l'article 35 du décret du 14 décembre 1923, le décret du 13 juillet 1943 et l'article 2 du décret du 15 septembre 1943.

ART. 5. — Le ministre des colonies, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,  
P. GIACOBBI.

Le Ministre de la Guerre,  
André DIETHELM.

Le Ministre de la Marine,  
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,  
Charles TILLON.

Le Ministre des Finances,  
R. PLEVEN.

**Divorce — Séparation de corps****ARRETE N° 737/CAB. du 18 décembre 1945.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;



Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1941 étendant aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps, promulgué au Togo le 25 août 1941;

Vu l'arrêté général n° 3.512 AP. du 21 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret N° 45-2484 du 20 octobre 1945 portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions de la loi du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets ayant rendu les dispositions du code civil applicables dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu la loi du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité de l'acte dit décret du 15 juillet 1941 portant extension aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps. La constatation de cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de l'application de ce texte avant la mise en vigueur du présent décret.

ART. 2. — Le chapitre I<sup>er</sup> du titre sixième du code civil intitulé : « Des causes du divorce » est rédigé comme suit :

« Art. 229. — Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

« Art. 230. — La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari.

« Art. 231. — La condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

« Art. 232. — En dehors des cas prévus aux articles 229, 230 et 231 du présent code, les juges ne peuvent prononcer le divorce, à la demande de l'un des époux, que pour excès, sévices ou injures de l'un

envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations résultant du mariage et rendent intolérable le maintien du lien conjugal ».

ART. 3. — Les articles 238, 239, 246 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2), 248 (alinéa 3), 249, 302 et 308 sont rédigés comme suit :

« Art. 238. — Au jour indiqué, le juge entend les parties en personne; si l'une d'elles se trouve dans l'impossibilité de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu où sera tentée la conciliation, ou donne commission pour entendre le défendeur; en cas de non-conciliation ou de défaut, il rend une ordonnance qui constate la non-conciliation ou le défaut et autorise le demandeur à assigner devant le tribunal.

« Il statue à nouveau, s'il y a lieu, sur la résidence de l'époux demandeur, sur la garde provisoire des enfants, sur la remise des effets personnels, et il a la faculté de statuer également, s'il y a lieu, sur la demande d'aliments.

« En outre, en cas d'existence d'enfants, il commet toute personne qualifiée pour recueillir des renseignements sur la situation matérielle et morale de la famille, sur les conditions dans lesquelles vivent et sont élevés ces enfants et sur les mesures à prendre éventuellement quant à leur garde définitive.

« L'ordonnance est exécutoire par provision; elle est susceptible d'appel dans les délais fixés par l'article 809 du code de procédure civile.

« Lorsque le tribunal est saisi, les mesures provisoires prescrites par le juge peuvent être modifiées ou complétées au cours de l'instance par jugement du tribunal.

« Avant d'autoriser le demandeur à citer, le juge, peut, suivant les circonstances et sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires, ajourner les parties à une date qui n'excédera pas six mois. Ce délai pourra être renouvelé, sans toutefois que sa durée totale puisse dépasser une année.

« L'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée par l'ordonnance du président dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance.

« Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de cette permission dans ledit délai les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit.

« Art. 239. — La cause est instruite en la forme ordinaire et débattue en chambre du conseil, le ministère public entendu. Le jugement est rendu en audience publique.

« Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce, en demande en séparation de corps.

« Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

« La reproduction des débats, par la voie de la presse dans les instances en divorce, est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 22 de la loi du 29 juillet 1881 ».

« Art. 246. — Alinéas 1<sup>er</sup> et 2. — Lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause que celle qui est prévue par l'article 231, le tribunal, encore que cette demande soit bien établie, peut ne pas prononcer immédiatement le divorce.

« Dans ce cas, il maintient ou prescrit l'habitation séparée et les mesures provisoires pendant un délai qui ne peut excéder une année ».

« Art. 248. — Alinéa 3. — En cas d'appel, la cause est débattue en chambre du conseil. L'arrêt est rendu en audience publique ».

« Art. 249. — Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, à moins qu'il n'ait été rendu sur conversion de séparation de corps ».

Art. 302. — Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public et au vu des renseignements recueillis en application de l'article 238 (alinéa 3) n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins, soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne ».

« Art. 308. — Les articles 247 et 248 du code civil sont applicables à la procédure de séparation de corps ».

ART. 4. — L'article 301 du code civil est complété par les dispositions suivantes, qui formeront le second alinéa de cet article :

« Indépendamment de toutes autres réparations dues par l'époux contre lequel le divorce a été prononcé, les juges pourront allouer au conjoint qui a obtenu le divorce des dommages-intérêts pour le préjudice matériel ou moral à lui causé par la dissolution du mariage ».

ART. 5. — L'article 879 du code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« La cause sera instruite et jugée dans les conditions prévues par l'article 239 du code civil ».

ART. 6. — Sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 10.000 F toute personne convaincue d'avoir offert ou fait offrir ses services soit par la voie de la presse ou par affichage, soit, d'une façon habituelle, par lettres, circulaires, visites, toutes autres démarches ou tout moyen de publicité en vue de faire engager ou poursuivre une procédure de divorce ou de séparation de corps.

ART. 7. — L'article 310 du code civil est rédigé comme suit :

« Lorsque la séparation de corps aura duré trois ans, le jugement sera de droit converti en jugement de divorce sur la demande formée par l'un des époux.

« Les dépens relatifs à cette demande seront mis pour le tout à la charge de celui des époux, même demandeur, contre lequel la séparation a été prononcée, et pour moitié à la charge de chacun des époux si la séparation a été prononcée contre eux à leurs torts réciproques.

« Les dispositions du jugement de séparation de corps accordant une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation conservent en tous cas leur effet.

« Cette nouvelle demande sera introduite par assignation, à huit jours francs, en vertu d'une ordonnance rendue par le président.

« Elle sera débattue en chambre du conseil.

« L'ordonnance nommera un juge rapporteur, ordonnera la communication au ministère public et fixera le jour de la comparution.

« Le jugement sera rendu en audience publique.

« La cause en appel sera débattue et jugée en chambre du conseil sur rapport, le ministère public entendu. L'arrêt sera rendu en audience publique ».

ART. 8. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 20 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Colonies,*

P. GIACOBBI.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

#### Presse

ARRETE N° 738/CAB. du 21 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 28 septembre 1939 rendant applicables au Cameroun et au Togo les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret du 17 août 1944 rendant applicable au Togo l'ordonnance du 6 mai 1944 sur le régime de la presse en temps de guerre, promulgué au Togo le 6 janvier 1945;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo, promulgué au Togo le 31 janvier 1923;

Vu le radiotélégramme officiel n° 604 AP. en date du 20 décembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret N° 45-021 du 3 décembre



1945 portant extension au territoire du Togo de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 15 juin 1945 portant suppression de la censure préalable pour la presse française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

#### DECRET N° 45-021 du 3 décembre 1945.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et notamment son article 69;

Vu le décret du 27 août 1939 relatif à l'application du décret du 24 août 1939 concernant le contrôle de la presse et des publications;

Vu le décret du 28 septembre 1939 rendant applicables au Cameroun et au Togo des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations;

Vu l'ordonnance du 6 mai 1944 sur le régime de la presse en temps de guerre;

Vu le décret du 17 août 1944 rendant applicable au Togo l'ordonnance du 6 mai 1944 susvisée;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo;

Vu l'ordonnance du 15 juin 1945 portant suppression de la censure préalable pour la presse française en France modifiée par l'ordonnance du 12 octobre 1945 portant suppression de la censure pour les informations d'ordre militaire,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 15 juin 1945 est déclaré applicable au Togo.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'information et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 décembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Ministre des Colonies,*

Jacques SOUSTELLE.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Pierre-Henri TEITGEN.

*Le Ministre de l'Information,*

André MALRAUX.

#### ORDONNANCE N° 45-1282 du 15 juin 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'Information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 27 août 1939, relatif à l'application du décret du 24 août 1939, concernant le contrôle de la presse et des publications;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, réprimant la publication d'information de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations;

Vu l'ordonnance du 6 mai 1944 sur le régime de la presse en temps de guerre;

Le Comité juridique entendu,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le contrôle préventif des dessins, clichés ou écrits de toute nature destinés à être publiés en France dans la presse française est supprimé.

Fait à Paris, le 15 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République française :

*Le Ministre de l'Information,*

Jacques SOUSTELLE.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Pierre-Henri TEITGEN.

*Le ministre des affaires étrangères,*

Georges BIDAULT.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

A. TIXIER.

*Le Ministre de la Guerre,*

A. DIETHELM.

*Le Ministre de la marine,*

Louis JACQUINOT.

*Le Ministre de l'Air,*

Charles TILLON.

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Douanes

#### ARRETE N° 1458 F. du 22 mai 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942, fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissaire aux Colonies;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 28 juillet 1938, réorganisant les Chambres de commerce en Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation par décret,

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 est modifié ainsi qu'il suit :

NUMÉROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
		UNITÉS de perception	QUOTITÉ des droits
I. — ARTICLES NOUVEAUX			
920 à 924 b	Peaux et pelleteries préparées : tannées, corroyées ou autrement . . .	100 kg. brut Valeur	220 » 14 %
II. — ARTICLES MODIFIÉS			
95 à 99 101 a 105-106, 106 b 110	Graisses de poissons et tous autres produits industriels provenant de la pêche . . . . . Dents d'éléphants (défenses et machelières) et d'hippopotames. Autres matières dures à tailler. . . . .	Valeur — —	14 % 25 % 14 %
149 à 162 inclus	Fruits frais forcés ou non . . . . .	Kg. net	5 »
163 à 170 inclus	Fruits secs ou tapés entiers ou en morceaux (poudre, farine, etc.) . . . . .	Valeur Kg. net	5 % 5 »
199 b	Graines de béréf. . . . .	Valeur	5 %
223 b	Bentamaré . . . . .	—	14 %
232 b	Maniguettes . . . . .	Kg. net	2 70
270	Essence de citronnelle. . . . .	Valeur	25 %
269 b	Essence d'oranges . . . . .	—	25 %
269 a à 270	Autres huiles volatiles ou essences . . . . .	—	25 %
275 a à 275 c	Gommes arabiques dure, friable et déchets . . . . .	—	14 %
276	Gomme à l'état naturel autres . . . . .	—	14 %
291 b	Kinkéliba (feuilles et graines) . . . . .	—	14 %
291-292	Autres racines fraîches ou sèches, herbes, fleurs, feuilles, écorces, fruits et graines médicinaux . . . . .	—	14 %
294 à 297 inclus	Pâtes de cellulose . . . . .	—	14 %
368 b			

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par décret.

Dakar, le 22 mai 1944.

*Pour le Gouverneur général en tournée,  
Le Gouverneur, Secrétaire général p. i.,  
chargé de l'expédition des affaires courantes*  
DIGO.

ARRETE No 3788/DOF/D. du 12 décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu la délibération et l'arrêté du 20 août 1943, approuvés par décret du 2 octobre 1943, suspendant la perception des droits de surtaxes et portant refonte du tarif fiscal d'entrée;

Vu l'arrêté du 8 juin 1925, fixant la composition et les attributions de la commission supérieure des merciales;

Vu les propositions formulées par les commissions locales de révision des merciales et après avis de la commission supérieure des merciales;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée de l'A.O.F. seront liquidés par les douanes, pendant le premier semestre 1946, en conformité des indications du tableau ci-annexé.

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe et l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 décembre 1945.

P. COURNARIE.

N° du tarif des douanes d'entrée	N° de la nomenclature officielle et du tarif fiscal d'entrée	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ	Valeur mercatoriale 1er semestre 1946	OBSERVATIONS	
PREMIÈRE SECTION — Matières animales						
CHAPITRE II. — Produits et dépouilles d'animaux						
42	69	Lait { complet ou écrémé, naturel ou stérilisé, évaporé concentré complet { liquide ou pâteux ou écrémé sans sucre { solide . . . . .	100 K 1/2 B.	1.350		
42	70		—	1.450		
42	71		—	3.500		
DEUXIÈME SECTION — Matières végétales						
CHAPITRE VI. — Farineux alimentaires						
383	116	Farine de froment en sacs. . . . .	100 K. B.	680		
383	123	Malt entier. . . . .	—	900		
CHAPITRE VIII. — Denrées coloniales de consommation						
383	218	Lait concentré additionné de sucre, liquide ou pâteux.	100 K 1/2 B.	2.000		
QUATRIÈME SECTION — Fabrications						
CHAPITRE XXIII. — Verres et cristaux						
383	723	Bouteilles { dames-jeannes et bonbonnes . . . . . et flacons { de plus de 0 <sup>l</sup> ,50 . . . . . importées { autres { de 0 <sup>l</sup> ,10 à 0 <sup>l</sup> ,50 . . . . . pleins { de moins de 0 <sup>l</sup> ,10 . . . . .	La pièce	180		
			Le cent	400		
			—	200		
			—	120		
CHAPITRE XXV. — Tissus						
Divers	Divers	Sacs contenant du sucre américain . . . . .	Simple ou double emballage	15,	(1) La mercuriale s'applique aux futaillies en bois importées pleines de liquides taxés à la valeur à l'exclusion de celles contenant des liquides taxés spécifiquement ( tels que vins de liqueurs, alcool, etc.) qui, en vertu de la réglementation douanière, sont classées comme emballages sans valeur marchande.	
CHAPITRE XXVI. — Papier et ses applications						
383	896	Films cinématographiques impressionnés . . . . .	Le mètre de long.	3		
CHAPITRE XXVIII. — Ouvrages en métaux						
383	1113	Fûts en fer importés pleins de gas-oils, fuel-oils, road-oils et brais mous . . . . .	100 K. N.	100		
383	1113	Fûts en fer importés pleins autres . . . . .	—	750		
CHAPITRE XXX. — Meubles et ouvrages en bois						
383	1175	Fûts en bois importés pleins (1) . . . . . { 1/2 muids et tous fûts d'une contenance supérieure à 250 litres . 				

**Produits coloniaux**ARRÊTE N° 3681 SE. du 1<sup>er</sup> décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix, dans les territoires relevant du secrétariat d'état aux colonies;

Vu l'arrêté n° 1680 SE. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix, issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », précédemment validé par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu le câblogramme ministériel 3382 AE/I. du 7 novembre 1945;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement des produits ci-dessous désignés, de la récolte 1945-1946 et destinés à l'exportation hors des territoires de l'A.O.F. est ainsi fixée à la tonne :

#### 1<sup>re</sup> — *Palmistes* :

En provenance de Casamance, de la zone maritime de la Guinée française, de Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Togo.

(Exportation en vrac) . . . . . 3.500 frs.

#### 2<sup>e</sup> — *Huile de palme indigène* :

Toutes provenances, (exportation en fûts fer à rendre) . . . . . 6.000 —

#### *Huile de palme de plantation* :

Dont le taux d'acidité ne dépasse pas 5% à la fabrication (Exportation en fûts fer à rendre) . . . . . 8.000 —

#### 3<sup>e</sup> — *Coprah* :

Toutes provenances (Exportation en vrac) . . . . . 6.000 —

#### 4<sup>e</sup> — *Graines de coton* :

Toutes provenances (Exportation en sacs usagés) . . . . . 1.600 —

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 1<sup>er</sup> décembre 1945.

Pour le Gouverneur Général et p. d.,  
Le Gouverneur, Secrétaire Général  
Y. DIGO.

### ARRETE N° 3717 SE. du 6 décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix, dans les territoires relevant du secrétariat d'état aux colonies;

Vu l'arrêté n° 1680 SE. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix, issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », précédemment validé par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu les télégrammes ministériels n° 3622 AE/I. et 3623 AE/I. du 27 novembre 1945;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement des produits suivants de la campagne 1945-1946 destinés à l'exportation hors des territoires de l'A.O.F. est ainsi fixée, à la tonne :

#### 1<sup>re</sup> — *Arachides décortiquées du Soudan* :

(Exportation en vrac) . . . . . 6.200 frs.

#### 2<sup>e</sup> — *Arachides décortiquées de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey et du Niger* :

(Exportation en vrac) . . . . . 6.000 —

#### 3<sup>e</sup> — *Caoutchouc Sylvestre, toutes provenances* : (Exportation en bérés)

Première qualité . . . . . 27.500 —

Deuxième qualité . . . . . 24.650 —

Déchets . . . . . 16.400 —

#### 4<sup>e</sup> — *Cire d'abeille clarifiée, toutes provenances* :

(Exportation en sacs) . . . . . 34.600 —

#### 5<sup>e</sup> — *Kapok égrené, toutes provenances* : (Exportation en balles pressées et cerclées)

Qualité supérieure . . . . . 21.000 —

Qualité moyenne . . . . . 18.700 —

Qualité ordinaire . . . . . 16.800 —

#### 6<sup>e</sup> — *Miel, toutes provenances* :

(Exportation en fûts à rendre) . . . . . 16.000 —

#### 7<sup>e</sup> — *Graines de ricin, toutes provenances* :

(Exportation en sacs) . . . . . 4.800 —

#### 8<sup>e</sup> — *Graines de sésame, toutes provenances* :

(Exportation en sacs) . . . . . 4.500 —

#### 9<sup>e</sup> — *Graines de Soja, toutes provenances* : (Exportation en sacs)

Variété Kédélé blanc . . . . . 4.230 —

Variété Mocara noir . . . . . 3.910 —

#### 10<sup>e</sup> — *Tapioca, toutes provenances* :

(Exportation en sacs) . . . . . 7.250 —

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 6 décembre 1945.

Pour le Gouverneur Général et par délégation,  
Le Gouverneur, Secrétaire Général,  
Y. DIGO.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Réforme fiscale

#### Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

### ARRETE N° 323/CD. du 15 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 576 du 16 octobre 1941 instituant au territoire du Togo des impôts cédulaires et un impôt général sur le revenu, approuvé par T.O. n° 486 F/3 du 18 décembre 1941 et stipulant :

« des arrêtés locaux déterminent les conditions dans lesquelles sont admises :

les provisions destinées en sus des amortissements normaux, au renouvellement de l'outillage et du matériel »;

Vu l'arrêté local 481 du 1<sup>er</sup> septembre 1942 fixant les conditions dans lesquelles pourront être constituées des provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel;

Vu la lettre n° 210 F3/CD. du 3 mai 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Gouverneur général Haut-Commissaire en Commission permanente du Conseil de Gouvernement;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 1<sup>er</sup> septembre 1942 est complété comme suit :

« Le délai prévu ci-dessus, dans lequel doit être « réalisé le renouvellement de l'outillage et du matériel, ne pourra, en tout état de cause, venir à expiration avant le 31 décembre de la troisième année suivant celle de la cessation des hostilités ».

Lomé, le 15 juin 1945.

J. NOUTARY.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F.3/CD. du 11 décembre 1945).

### Impôt personnel — Impôt sur la population flottante

ARRETE N° 645/CD. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés 526 et 534/CD. du 17 octobre 1944 réglementant l'impôt personnel et en fixant les taux pour 1945;

Vu les arrêtés 527 et 535/CD. du 17 octobre 1944 réglementant l'impôt sur la population flottante et en fixant les taux pour 1945;

Vu la circulaire 471 F3/CD. du 15 octobre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F. visant la fiscalité 1946;

Le Conseil d'Administration entendu le 17 novembre 1945;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de la République;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés 534 et 535/CD. du 17 octobre 1944 fixant les taux de l'impôt personnel et sur la population flottante sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

#### A) — IMPÔT PERSONNEL (TARIF 1946)

##### a) Hors catégorie :

Contribuables disposant d'un revenu supérieur à 15.000 francs . . . . . 410

##### b) Catégorie supérieure :

Contribuables disposant d'un revenu supérieur ou égal à 10.000 et inférieur ou égal à 15.000 francs . . . . . 265

##### c) Catégorie ordinaire :

Contribuables disposant d'un revenu inférieur à 10.000 francs :

##### Cercle de Lomé :

Commune-Mixte et Subdivisions de Lomé et Tsévié . . . . . 120

##### Cercle d'Anécho :

Subdivision d'Atakpamé . . . . . 130

##### Cercle du Centre :

Subdivision d'Atakpamé :

Cantons de l'Adélé, Kpessi et Groupement Blitta . . . . . 105

Cantons d'Atakpamé, Nuatja, Akébou, Akposso-Nord et Sud . . . . . 115

Canton du Litimé . . . . . 120

##### Subdivision de Klouto :

à l'exception du Canton de l'Agotimé . . . . . 120

Canton de l'Agotimé . . . . . 105

##### Cercle de Sokodé :

Subdivision de Sokodé . . . . . 50

Subdivision de Lama-Kara . . . . . 45

Subdivision de Bassari :

à l'exception des Cantons Konkombas . . . . . 45

Cantons Konkombas . . . . . 30

##### Cercle de Mango :

à l'exception des Cantons Konkombas, Lambas et Tembermas . . . . . 50

Cantons Konkombas, Lambas et Tembermas . . . . . 30

#### B) — IMPÔT SUR LA POPULATION FLOTTANTE

Tarif 1946 pour l'ensemble du territoire . . . . . 145

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1946 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F.3/CD. du 11 décembre 1945).

### Impôts cédulaires — Impôt général sur les revenus

ARRETE N° 646/CD. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 576 du 16 octobre 1941 et textes modificatifs;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu la lettre circulaire 471 F3/CD. du 15 octobre 1945 de Gouverneur général de l'A.O.F., visant la fiscalité 1946;

Vu le radiotélégramme 429 F3/CD. du 25 octobre 1945;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation de M. le Haut-Commissaire de la République;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté instituant les impôts cédulaires et l'impôt général sur le revenu et les textes modificatifs subséquents sont complétés et modifiés comme suit :

L'article 6 § 3 — 3<sup>o</sup> est modifié comme suit :

3<sup>o</sup> — Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice à l'exception de l'impôt cédulaire, de la contribution exceptionnelle de guerre qui s'y applique et de la contribution foncière des propriétés bâties afférentes aux immeubles lui appartenant. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel l'exploitant est avisé de ces dégrèvements.

L'article 8 § 1<sup>o</sup> est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> — Le revenu net d'après lequel les immeubles dont l'entreprise est propriétaire et qui font partie de son actif, est soumis à la contribution foncière des propriétés bâties. Pour les constructions nouvelles bénéficiant de l'exemption temporaire le revenu net à déduire est évalué suivant les règles applicables en matière d'impôt foncier sur la propriété bâtie.

Le troisième alinéa de l'article 19 est supprimé.

L'article 22 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 22. — Toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 100 francs est négligée.

Il est fait application du taux général fixé à l'article 65 ci-après. Toutefois, pour les particuliers exerçant à leur nom et pour leur propre compte, la fraction du bénéfice imposable inférieure à 30.000 frs. est exonérée, celle comprise entre 30.000 et 50.000 frs. est comptée pour moitié et celle excédant 50.000 frs. est comptée pour la totalité.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus, est réduit s'il y a lieu en raison des charges de famille du contribuable dans les conditions prévues à l'article 66 ci-après.

L'article 28 est complété comme suit :

Toutefois, ne sont pas à comprendre dans les dépenses déductibles, ni l'impôt et la contribution exceptionnelle y afférente, ni la contribution foncière des propriétés bâties frappant les immeubles appartenant au contribuable.

L'article 32 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 32. — Toute fraction du revenu n'excédant pas 100 frs. est négligée.

Il est fait application du taux général fixé à l'article 65 ci-après :

Toutefois, pour les particuliers exerçant à leur nom et pour leur propre compte, la fraction du revenu imposable inférieure à 30.000 francs est exonérée, celle comprise entre 30.000 frs. et 50.000 francs est comptée pour moitié et celle excédant 50.000 francs est comptée pour la totalité.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit s'il y a lieu en raison des charges de famille du contribuable dans les conditions prévues à l'article 66 ci-après.

Le titre III impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

#### TITRE III

Impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères.

##### SECTION PREMIERE

##### *Revenus soumis à l'impôt*

Art. 41. — 1. — Il est établi dans le territoire du Togo un impôt annuel sur les revenus provenant des traitements publics et privés, des indemnités et émoluments, des salaires, des pensions et des rentes viagères.

II. — Les traitements, indemnités, émoluments et salaires sont imposables.

1<sup>o</sup> — Lorsque le bénéficiaire est domicilié au Togo alors même que l'activité rémunérée s'exercerait hors du dit Territoire ou que l'employeur serait domicilié ou établi hors de celui-ci.

2<sup>o</sup> — Lorsque le bénéficiaire est domicilié hors des territoires de l'Afrique Occidentale Française ou du Togo à la double condition que l'activité rétribuée s'exerce dans ces territoires et que l'employeur soit domicilié ou établi au Togo.

3. — Les pensions et rentes viagères sont imposables :

1<sup>o</sup> — Lorsque le bénéficiaire est domicilié au Togo alors même que le débiteur serait domicilié ou établi hors du dit territoire.

2<sup>o</sup> — Lorsque le bénéficiaire est domicilié hors des territoires de l'Afrique Occidentale Française ou du Togo à la condition que le débiteur soit domicilié ou établi au Togo.

Pour l'application de la présente disposition en ce qui concerne les pensions publiques le débiteur s'entend du comptable assignataire.

Les dispositions des paragraphes II (2<sup>o</sup>) et III (2<sup>o</sup>) du présent article ne sont pas applicables sous réserve de réciprocité aux contribuables domiciliés à

la métropole ou dans un territoire administré ou protégé par la France.

*Art. 42. — Sont affranchis de l'impôt :*

1<sup>o</sup> — Les allocations spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi;

2<sup>o</sup> — Les allocations familiales, allocations d'assistance à la famille, les majorations d'indemnités ou de pensions attribuées en considération de la situation ou des charges de famille;

3<sup>o</sup> — Les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919; à l'exclusion de la partie des pensions mixtes visées à l'article 60 (§ 2) de la dite loi, qui correspond à la durée des services;

4<sup>o</sup> — Les pensions servies en vertu de la loi du 24 juin 1919 aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit;

5<sup>o</sup> — Les pensions de même nature que celles visées aux §§ 3 et 4 ci-dessus qui seront servies aux victimes de la guerre 1939-1945 et sous la même réserve que celle du § 3 en ce qui concerne les pensions mixtes;

6<sup>o</sup> — Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents du travail;

7<sup>o</sup> — La retraite du combattant instituée par les articles 197 à 199 de la loi du 16 avril 1930;

8<sup>o</sup> — Les traitements attachés à la Légion d'Honneur et à la Médaille Militaire;

9<sup>o</sup> — Les appointements des Consuls pour l'exercice de leurs fonctions consulaires dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent les avantages analogues aux agents consulaires français.

## SECTION II

### *Personnes imposables et bases d'imposition*

*Art. 43. — L'impôt est dû par les bénéficiaires des revenus imposables.*

Il porte chaque année sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, payés aux intéressés au cours de la même année.

*Art. 44. — Pour la détermination des bases d'imposition, il est tenu compte du montant total net des traitements y compris les sommes mandatées au titre du pécule, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères; ainsi que de tous les avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés en sus des traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères proprement dits.*

Pour l'application de l'alinéa précédent, l'estimation des rémunérations allouées sous forme d'avantages en nature est faite par le service de l'assiette d'après leur valeur intrinsèque et réelle. A défaut de bases certaines résultant des quittances, factures mémoires, etc... il sera établi des forfaits qui seront signifiés aux employeurs.

*Art. 45. — Le montant net du revenu imposable est déterminé en déduisant du montant brut des sommes payées et des avantages en argent ou en nature accordés :*

1<sup>o</sup> — Les retenues faites par l'employeur en vue de la constitution de pensions ou de retraites; dans la limite de 6% des appointements fixes;

2<sup>o</sup> — Les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi lorsqu'ils ne sont pas couverts par des indemnités spéciales.

La déduction à effectuer du chef des frais professionnels est forfaitairement fixée à 10 % du revenu brut après défalcation des retenues visées au § 1 ci-dessus, sans pouvoir excéder 30.000 francs par an.

## SECTION III

### *Calcul de l'impôt*

*Art. 46. — Pour le calcul de l'impôt toute fraction de revenu annuel n'excédant pas 100 francs est négligée.*

L'impôt ne porte que sur la fraction du revenu net annuel qui excède la somme de 36.000 francs.

La fraction comprise entre 36.000 francs et 76.000 francs est comptée pour  $\frac{1}{4}$ , celle comprise entre 76.000 et 126.000 francs est comptée pour la moitié et la partie excédant 126.000 francs pour la totalité.

Il est fait application du taux réduit fixé à l'article 65 ci-après.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit s'il y a lieu, en raison des charges de famille du contribuable dans les conditions prévues à l'article 66 ci-après.

## SECTION IV

### *Mode de perception de l'impôt*

*Art. 47. — A. — Traitements et salaires.*

1<sup>o</sup> — Lorsque l'employeur est domicilié au Togo, l'impôt est perçu par voie de retenue opérée pour le compte du Trésor au moment de chaque paiement effectué en ce qui concerne :

a) Tout bénéficiaire domicilié au Togo;

b) Tout bénéficiaire domicilié hors des territoires de l'A.O.F. ou du Togo lorsque l'activité rétribuée s'exerce en A.O.F. ou au Togo.

Les retenues portent sur le montant net du revenu imposable déterminé dans les conditions indiquées à l'article 45 ci-dessus.

2<sup>o</sup> — Les contribuables domiciliés au Togo, qui reçoivent de particuliers, sociétés ou associations domiciliés ou établis hors du Territoire des traitements, indemnités, émoluments, salaires, sont tenus de calculer eux-mêmes l'impôt afférent aux sommes qui leur sont payées, majorées des avantages en nature et de verser le montant de cet impôt à la Caisse du payeur ou de l'agent spécial du lieu de leur domicile dans les conditions et délais fixés en ce qui concerne les retenues à opérer par les employeurs.

### *B. — Pensions et rentes viagères*

1<sup>o</sup> — Lorsque le débirentier est domicilié au Togo l'impôt est perçu par voie de retenue opérée pour le compte du Trésor au moment de chaque paiement effectué en ce qui concerne :



- a) Tout bénéficiaire domicilié au Togo;
- b) Tout bénéficiaire domicilié hors des territoires de l'A.O.F. ou du Togo.

2° — Les contribuables domiciliés au Togo qui reçoivent de particuliers, sociétés ou associations domiciliés hors du territoire des pensions ou rentes viagères sont tenus de calculer eux-mêmes l'impôt afférent aux sommes qui leur sont payées et de verser le montant de cet impôt à la Caisse du Payeur ou de l'agent spécial du lieu de leur domicile dans les conditions et délais fixés en ce qui concerne les retenues à opérer par les débirentiers.

#### SECTION V

##### *Obligations des employeurs et débirentiers*

Art. 48. — Toute personne physique ou morale qui paye des sommes imposables aux bénéficiaires visés aux alinéas a et b des paragraphes A et B de l'article 47 ci-dessus, est tenue d'effectuer pour le compte du Trésor la retenue de l'impôt.

Elle doit pour chaque bénéficiaire d'un paiement imposable, mentionner sur son livre, fichier ou autre document destiné à l'enregistrement de la paye, ou à défaut, sur un livre spécial :

La date, la nature et le montant de ce paiement, y compris l'évaluation des avantages en nature, le montant des retenues opérées, le nombre d'enfants déclarés par le bénéficiaire du paiement comme étant à sa charge, la référence ou bordereau de versement prévu à l'article 49 ci-après.

Les documents sur lesquels sont enregistrés les paiements et les retenues effectuées ainsi que les carnets à souche prévus à l'article 49 doivent être conservés jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle les retenues sont faites : ils doivent à toute époque et sous peine des sanctions prévues à l'article 106 ci-après être communiqués sur leur demande aux agents des Contributions Directes.

Les employeurs ou débirentiers sont tenus de délivrer à chaque bénéficiaire de paiement ayant supporté les retenues une pièce justificative mentionnant le montant des dites retenues.

Tout employeur ou débirentier qui verse des appointements, salaires, pensions et rentes viagères à des personnes domiciliées dans un autre territoire de l'A.O.F. ou au Togo est tenu de déclarer à la fin de chaque mois, au Chef du Service des Contributions Directes, les noms, prénoms et adresses des bénéficiaires de paiements, le montant des sommes à eux versées, les avantages en nature qui leur sont consentis, le nombre d'enfants qu'ils ont déclaré être à leur charge.

Art. 49. — Les retenues afférentes aux paiements effectués pendant un mois déterminé doivent être versées dans les quinze premiers jours du mois suivant à la Caisse du Payeur ou Agent spécial au lieu du domicile de la personne ou du siège de l'établissement ou du bureau qui les a opérées.

Les versements pourront être effectués par tous les modes de libérations légaux, versement direct chèque bancaire ou chèque postal.

Lorsque le montant des retenues mensuelles n'excède pas 100 frs., le versement peut n'être effectué que dans les quinze premiers jours des mois de juillet et de janvier pour le semestre écoulé. Si pour un mois déterminé le montant des retenues vient à excéder 100 francs toutes les retenues faites depuis le début du semestre en cours doivent être versées dans les quinze premiers jours du mois suivant.

Dans le cas de transfert de domicile, d'établissement ou de bureau hors du ressort de la Paierie ou de l'Agence spéciale ainsi que dans le cas de cession due de cessation d'entreprise, les retenues effectuées doivent être immédiatement versées.

En cas de décès de l'employeur ou du débirentier, les retenues opérées doivent être versées dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du décès.

Chaque versement est accompagné d'un bordereau avis extrait d'un carnet à souche daté et signé par la partie versante et indiquant la période au cours de laquelle les retenues ont été faites, la désignation, l'adresse et la profession de la personne, société, association ou administration qui les a opérées et le montant total des retenues effectuées.

Les bordereaux avis sont conservés par le comptable comme titre provisoire de recouvrement, une partie du bordereau avis, destinée au Service de l'assiette et dûment remplie par la partie versante est adressée par l'agent de perception au chef du service des Contributions Directes périodiquement et au plus tard dans les dix premiers jours du mois pour les versements du mois précédent.

Les employeurs seront approvisionnés sur leur demande des carnets à souche réglementaires par le Service des Contributions Directes.

Le montant des versements constatés au nom de chaque employeur fera l'objet par le service des contributions directes au fur et à mesure de la réception de la partie des bordereaux formant avis de recouvrement, d'un relevé nominatif tenant lieu de rôle provisoire et donnera lieu à chaque fin de mois à l'établissement d'un rôle de régularisation dans les conditions prévues par l'article 160 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Des instructions locales régleront les modalités d'application des dispositions du présent article.

Art. 50. — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires, moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année au Chef du Service des Contributions Directes du territoire où est situé leur principal établissement, un état présentant pour chacune des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente les indications suivantes :

1° — Nom, prénoms, emploi et adresse :

2° — Montant des traitements, salaires et rétributions payés soit en argent, soit en nature pendant la dite année après déduction des retenues pour la retraite;



3<sup>o</sup> — Montant des retenues effectuées au titre de l'impôt sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères;

4<sup>o</sup> — Période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle est inférieure à une année;

5<sup>o</sup> — Nombre d'enfants indiqués par l'intéressé comme étant à sa charge et dont il a été tenu compte pour le calcul des retenues.

6<sup>o</sup> — Montant des indemnités pour frais d'emploi ou de service.

Les Ordonnateurs, Ordonnateurs-délégués, ou sous-Ordonnateurs des budgets de l'Etat, du Gouvernement général, des Gouvernements locaux, des Communes et Etablissements publics sont tenus de fournir, dans le même délai, les mêmes renseignements concernant le personnel qu'ils administrent.

*Art. 51.* — En ce qui concerne les personnes rétribuées par un seul employeur, la déclaration prévue à l'article précédent n'est exigée que pour celles dont les traitements, salaires ou rétributions y compris les avantages en nature ramenés à l'année excèdent 36.000 francs et pour celles qui, bien que n'ayant reçu que des rémunérations dont le montant total ramené à l'année est inférieur à ce chiffre, ont néanmoins supporté des retenues.

La déclaration doit être produite quel que soit le montant ramené à l'année des rémunérations qui leur ont été versées, pour les personnes qui remplissent des fonctions susceptibles d'être exercées simultanément auprès de plusieurs entreprises, telles que les fonctions de membre ou secrétaire de Comité ou conseil de direction, de gestion ou de surveillance, quelle qu'en soit la dénomination, commissaires aux comptes, trésorier, représentant de commerce etc...

*Art. 52.* — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations payant des pensions ou rentes viagères sont tenus dans les conditions prévues à l'article 50 de fournir les indications relatives aux titulaires de ces pensions ou rentes lorsqu'elles dépassent 20.000 francs.

*Art. 53.* — Dans le cas de cession ou de cessation en totalité ou en partie de l'entreprise ou de cessation de l'exercice de la profession, l'état visé à l'article 50 ci-dessus doit être produit en ce qui concerne les rémunérations payées pendant l'année de la cession ou de la cessation dans un délai de dix jours déterminé comme il est indiqué aux articles 26 et 40.

Il en est de même de l'état concernant les rémunérations versées au cours de l'année précédente s'il n'a pas encore été produit.

En cas de décès de l'employeur ou du débirentier, la déclaration des traitements, salaires, pensions ou rentes viagères, payés par le défunt pendant l'année au cours de laquelle il est décédé doit être souscrite par les héritiers dans les six mois du décès. Ce délai ne peut toutefois s'étendre au-delà du 31 janvier de l'année suivante.

#### SECTION VI

*Renseignements à fournir par les bénéficiaires de traitements, salaires pensions et rentes viagères de source étrangère au Territoire.*

*Art. 54.* — Les contribuables domiciliés au Togo qui reçoivent de débiteurs domiciliés ou établis hors de ce territoire des traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions ou rentes viagères doivent produire en ce qui les concerne, les renseignements exigés par les articles 50 à 52 ci-dessus.

#### SECTION VII

##### *Régularisation*

*Art. 55.* — Les traitements, salaires, pensions ou rentes viagères de même source ou de sources différentes dont le contribuable a disposé pendant une année déterminée, sont totalisés à l'expiration de la dite année. Si le montant de l'impôt cédulaire qu'il a supporté est supérieur à la somme effectivement due, le contribuable peut obtenir, par voie de réclamation adressée au Chef du Service des Contributions Directes avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante la restitution des droits qu'il a supportés en trop. Dans le cas contraire, les droits ou compléments de droits exigibles sont perçus au moyen de rôles qui peuvent être établis et mis en recouvrement dans les conditions et délais prévus par l'article 94.

peuvent également être réparées par voie de rôles, dans les mêmes conditions et délais, toutes omissions totales ou partielles ainsi que toutes erreurs commises dans l'application de l'impôt.

Les droits mis en recouvrement en exécution du présent article sont établis au lieu du domicile des contribuables intéressés.

#### SECTION VIII

##### *Mesures d'application*

*Art. 56.* — Un arrêté du Gouverneur détermine les conditions d'application des articles 41 à 54 ci-dessus.

#### SECTION IX

##### *Sanctions*

*Art. 57.* — 1. — Tout employeur ou débirentier qui n'a pas fait les retenues ou qui n'a opéré que des retenues insuffisantes, est passible d'une amende fiscale égale au montant des retenues non effectuées.

II. — La même amende est applicable aux personnes domiciliées au Togo qui, ayant reçu des sommes imposées de débiteurs domiciliés ou établis hors du Togo n'ont pas fait les versements auxquels elles sont tenues en vertu des dispositions prévues au 2<sup>o</sup> des paragraphes A et B de l'article 47 ci-dessus.

*Art. 58.* — Tout employeur ou débirentier qui, ayant effectué les retenues de l'impôt cédulaire, n'a pas versé le montant de ces retenues à la Caisse spécifiée à l'article 49 dans les délais prescrits est, pour chaque jour de retard apporté au versement, frappé d'une amende fiscale égale à 1 p. 100 du montant des sommes dont le versement a été différé.

Si le retard excède un mois le délinquant est passible en sus de l'amende fiscale instituée par le paragraphe ci-dessus de sanctions correctionnelles qui seront fixées par décret.

**Art. 59.** — Toute infraction aux prescriptions des articles 48, 50 et 52 donne lieu à l'application d'une amende fiscale de 100 francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitude dans les renseignements qui doivent être fournis en vertu de ces articles.

**Art. 60.** — Les amendes fiscales prévues par les articles 57 à 59 ci-dessus sont constatées par le chef du service des Contributions Directes. Ces amendes sont comprises dans un ou plusieurs rôles qui peuvent être mis en recouvrement jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au cours de laquelle les infractions ont été commises.

L'application de ces amendes peut être contestée dans un délai de trois mois partant du premier jour du mois qui suit la mise en recouvrement du rôle; la preuve de l'irrégularité ou de l'exagération de l'amende devant, dans tous les cas être apportée par l'intéressé. Les réclamations sont présentées instruites et jugées conformément aux dispositions des décrets des 5 août 1881 — 22 janvier 1896 — 13 décembre 1944 sur le Conseil du Contentieux et 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies.

En cas de décès du contrevenant, ou s'il s'agit d'une société en cas de dissolution, l'amende constitue une charge de la succession ou de la liquidation.

#### SECTION X

##### *Dispositions transitoires*

**Art. 61.** — La perception par voie de retenue à la source de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères payés en 1946 exclura l'imposition par voie de rôle d'un même contribuable au titre de l'année 1946 pour des revenus de même nature acquis en 1945.

Les articles 54 à 98 deviennent respectivement articles 62 à 106.

L'ancien article 55 devenu article 63 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> — Lorsqu'un contribuable dispose à la fois de traitement et salaires, pensions ou rentes viagères et de revenus provenant d'une profession artisanale ou assimilée, la taxation cédulaire est liquidée en totalisant les revenus des deux catégories et en défalquant l'impôt retenu à la source.

2<sup>o</sup> — Lorsqu'un contribuable dispose à la fois de bénéfices de profession commerciale industrielle ou non commerciale et de revenus provenant de traitements, salaires, pensions ou rentes viagères, soit d'une profession artisanale ou assimilée, chaque catégorie de revenus est imposable d'après le taux qui lui est propre.

Toutefois la fraction des bénéfices de la cédule industrielle et commerciale ou non commerciale qui est couverte par l'abattement y afférent est rapportée à la somme devant servir au calcul de la taxation

cédulaire applicable aux revenus des deux autres catégories.

L'ancien article 57 devenu l'article 65 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le taux général des impôts cédulaires est fixé à 20 % ».

Ce taux est réduit de moitié pour le calcul de l'impôt sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères.

L'ancien article 58 devenu l'article 66 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les réductions pour charges de famille applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales et à l'impôt sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères en vertu des articles 22, 32 et 46 ci-dessus sont réglées comme suit :

20 % pour chaque enfant à charge.

Le montant total des réductions sur chaque impôt ne peut excéder 1.800 francs par enfant à charge.

Sont considérés comme enfants à charge du contribuable ceux qui sont désignés à l'article 79 ci-après relatif à l'impôt général.

L'ancien article 60 est abrogé.

L'ancien article 65 devenu l'article 73 est complété comme suit :

« Les versements volontaires pour la constitution de retraite et les primes d'assurances sur la vie dans la limite de 6 % du revenu net professionnel qui n'a pas déjà subi de retenues obligatoires ».

Les frais de passage de France à la Colonie et les frais de retour en France lorsque la preuve est faite que l'intéressé a supporté la dépense pendant l'année antérieure à celle de l'imposition soit pour lui soit pour les personnes considérées comme à sa charge.

Le paragraphe 2 de l'ancien article 67 devenu l'article 75 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le contribuable a la faculté de retenir pour l'évaluation du revenu de ses propriétés bâties, le revenu net servant de base à la contribution foncière ».

L'ancien article 72 devenu l'article 80 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout contribuable a droit sur son revenu annuel à une déduction de 20.000 francs pour chacune des personnes à sa charge dans les termes de l'article 79 ci-dessus ».

Toutefois le montant total des déductions pour charges de famille ne peut excéder 120.000 francs.

\*

\* \*

L'ancien article 75 devenu article 81 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les taux applicables au revenu imposable, calculé conformément aux indications des articles 73 à 80 ci-dessus sont fixés par tranches ainsi qu'il suit, après défaction de la somme de 30.000 francs total exonérée.

Pour la tranche comprise entre :

30.000	et 50.000 frs.	3 %
50.001	— 100.000 —	5 %
100.001	— 150.000 —	10 %
150.001	— 200.000 —	15 %
200.001	— 300.000 —	20 %
300.001	— 400.000 —	26 %
400.001	— 500.000 —	32 %
500.001	— 600.000 —	40 %
au-dessus de 600.000 frs.		50 %

Pour le calcul de l'impôt toute fraction de revenu inférieure à mille francs est négligée.

\* \* \*

Il est ajouté après l'article 77 ancien 85 nouveau un article 85 bis ainsi libellé.

*Art. 85. bis.* — Le contribuable domicilié au Togo qui transfère son domicile à l'étranger est passible de l'impôt sur le revenu à raison des revenus dont il a disposé pendant l'année de son départ jusqu'à la date de celui-ci, des bénéfices industriels et commerciaux qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice taxé et de tous revenus qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son départ.

Les revenus visés au présent article sont imposés d'après les règles applicables au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du départ.

Une déclaration provisoire des revenus imposables en vertu du présent article est produite dans les dix jours qui précèdent la demande de passeport. Elle est soumise aux règles et sanctions prévues à l'égard des déclarations annuelles. Elle peut être complétée s'il y a lieu jusqu'à l'expiration des deux premiers mois de l'année suivant celle du départ. A défaut de déclaration rectificative souscrite dans ce délai la déclaration provisoire est considérée comme confirmée par l'intéressé.

\* \*

Il est ajouté après l'article 77 ancien 85 nouveau et après l'article 85 bis, un article 85 ter ainsi libellé :

*Art. 85. — ter* — I. — Les revenus dont le contribuable a disposé pendant l'année de son décès et les bénéfices industriels et commerciaux qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice taxé sont imposés d'après les règles applicables au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du décès. Il en est de même des revenus dont la distribution ou le versement résultent du décès du contribuable, s'ils n'ont pas été précédemment imposés, et de

ceux qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son décès.

II. — La déclaration du revenu imposable, en vertu du présent article, est produite par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès. Elle est soumise aux règles et sanctions prévues à l'égard des déclarations annuelles. Les demandes d'éclaircissements et de justifications ainsi que les notifications prévues aux articles 86, 87 et 88 ci-après peuvent être valablement adressées à l'un quelconque des ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession.

L'article 86 ancien (94 nouveau) est ainsi complété :

Par mesure exceptionnelle et sans préjudice du délai général de répétition fixé aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les erreurs ou omissions visées dans lesdits paragraphes pourront être réparées jusqu'au 31 décembre de l'année qui suivra celle où interviendra le décret de cessation des hostilités.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F.3/CD. du 11 décembre 1945).

### *Contributions exceptionnelles de guerre*

ARRETE N° 647/CD. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 528/CD. du 17 octobre 1944 réglementant la contribution exceptionnelle de guerre sur l'impôt personnel;

Vu l'arrêté 597/CD. du 13 novembre 1943 et texte modificatif, réglementant la contribution exceptionnelle sur les impôts sur les revenus;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu la circulaire 471 F3/CD. du 15 octobre 1945 du Gouverneur général visant la fiscalité 1946;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de la République;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés 597 CD. du 13 novembre 1943 et 528/CD. du 17 octobre 1944 instituant au Territoire des contributions exceptionnelles de guerre sur les impôts sur les revenus, et l'impôt personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté qui portera effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F.3/CD. du 11 décembre 1945).

*Taxe vicinale*

ARRETE N° 648/CD. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 532/CD. du 17 octobre 1944 réglementant la taxe vicinale;

Vu l'arrêté 536/CD. du 17 octobre 1944 fixant le tarif applicable pour 1945;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de la République;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe vicinale fixés par l'arrêté 536/CD. du 17 octobre 1944 sont modifiés comme suit pour 1946.

**A) Hors catégorie :**

Contribuables disposant d'un revenu supérieur à 15.000 . . . . . 100 frs.

**B) Catégorie supérieure :**

Contribuables disposant d'un revenu supérieur ou égal à 10.000 et inférieur ou égal à 15.000 . . . . . 75 —

**C) Catégorie ordinaire :**

Contribuables disposant d'un revenu inférieur à 10.000 francs : les tarifs 1945 sont reconduits pour 1946.

**D) Population flottante :**

Le tarif 1945 demeure applicable pour 1946.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F. 3/CD. du 11 décembre 1945).

*Contribution foncière*

ARRETE N° 649/CD. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 529 du 17 octobre 1944;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu la circulaire 471 F3/CD. du 15 octobre 1945 du Gouverneur général;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de la République;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1 à 13, 27 et 28 de l'arrêté 529 du 17 octobre 1944 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

*Propriétés imposables*

Art. 1<sup>er</sup>. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946 il est établi une contribution annuelle sur les propriétés bâties, telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, et fixés au sol à demeure à l'exception de ceux qui en sont expressément exonérés par les dispositions du présent arrêté.

Art. 2. — Sont également soumis à la contribution foncière des propriétés bâties :

1<sup>o</sup> — Les terrains non cultivés employés à un usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que le propriétaire les occupe soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux;

2<sup>o</sup> — L'outillage des établissements industriels attachés au fonds à perpétuelle demeure dans les conditions indiquées au premier paragraphe de l'article 525 du code civil, ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble, ainsi que toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions.

*Exemptions permanentes*

Art. 3. — Sont exemptés de la contribution foncière des propriétés bâties :

1<sup>o</sup> — Les immeubles, bâtiments ou constructions appartenant à l'Etat, au Gouvernement général, à la colonie, aux Communes, et communes-mixtes, aux établissements publics lorsqu'ils sont affectés à un service public ou d'utilité générale et sont improductifs de revenus;

2<sup>o</sup> — Les installations qui, dans les ports maritimes, fluviaux ou aériens et sur les voies de navigation intérieures, font l'objet de concessions d'outillage public accordées par l'Etat, le Gouvernement général ou la Colonie à des Chambres de Commerce ou à des Municipalités et sont exploitées dans les conditions fixées par un cahier des charges;

3<sup>o</sup> — Les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable ou de l'énergie électrique et appartenant à la Colonie ou à des Communes et Communes-Mixtes;

4<sup>o</sup> — Les édifices servant à l'exercice public des cultes;

- 5<sup>o</sup> — Les immeubles à usage scolaire;
- 6<sup>o</sup> — Les immeubles affectés à des œuvres d'assistance médicale ou d'assistance sociale;
- 7<sup>o</sup> — Les immeubles servant aux exploitations agricoles pour loger les animaux ou serrer les récoltes;
- 8<sup>o</sup> — Les cases en paille;
- 9<sup>o</sup> — Les immeubles servant exclusivement à l'habitation et habités par leurs propriétaires lorsque le revenu net est inférieur à 900 francs.

#### *Exemptions temporaires*

*Art. 4.* — Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions ne sont soumises à la contribution foncière que la sixième année suivant celle de leur achèvement.

L'exemption temporaire n'est pas applicable aux terrains à usage commercial ou industriel qui sont cotisables à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

*Art. 5.* — Pour bénéficier de l'exemption temporaire spécifiée à l'article précédent, le propriétaire devra souscrire au Chef du Service des Contributions Directes dans le délai de quatre mois à partir du jour de l'ouverture des travaux, une déclaration indiquant : la nature du nouveau bâtiment, sa destination, la superficie qu'il couvrira, les désignations du terrain, telles qu'elles figurent au livre foncier (numéro du titre foncier, et numéro du lot) — Cette déclaration devra être appuyée d'un plan sommaire ou d'un croquis coté.

Les déclarations doivent être faites par écrit. A défaut de déclaration dans les délais impartis au présent article, les constructions nouvelles, additions de constructions et reconstructions sont imposées dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suivra celle de leur achèvement. L'année où elles figureront pour la première fois dans les rôles, leurs cotisations seront majorées d'autant de fois les dites cotisations qu'il s'est écoulé d'années entre celle où elles auront été achevées et celle où elles auront été découvertes, y compris cette dernière année, sans toutefois que la majoration puisse dépasser le quintuple des cotisations de l'année en cours.

*Art. 6.* — Les déclarations de constructions souscrites après l'expiration du délai fixé à l'article précédent donnent droit aux exemptions d'impôts prévues à l'article 4 pour la fraction de la période d'exemption restant à courir à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de leur production.

Toutefois la déclaration tardive ne saurait entraîner l'exemption pour la première année suivant l'achèvement des travaux.

#### *Base de l'imposition — Revenu imposable*

*Art. 7.* — La contribution foncière des propriétés bâties est réglée en raison de la valeur locative de ces propriétés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition sous déduction de 40 % pour les maisons et 50 % pour les usines, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation.

La valeur locative des sols des bâtiments de toute nature et des terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions entre le cas échéant dans l'estimation du revenu servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties afférentes à ces constructions.

#### *Valeur locative*

*Art. 8.* — La valeur locative est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail ou s'il les occupe lui-même, celui qu'il pourrait en tirer en cas de location.

La valeur locative est déterminée au moyen de baux authentiques ou de locations verbales passées dans des conditions normales. En l'absence d'actes de l'espèce, l'évaluation est établie par comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu.

Si aucun de ces procédés ne peut être appliqué, la valeur locative est déterminée par voies d'appréciation directes : évaluation de la valeur vénale, détermination du taux moyen d'intérêt des placements immobiliers dans la région considérée pour chaque nature de propriété, application du taux d'intérêt à la valeur vénale.

La valeur locative des terrains à usage industriel ou commercial est déterminée à raison de l'usage auquel ils sont affectés y compris la valeur locative du sol.

#### *Des personnes imposables et débiteurs de l'impôt*

*Art. 9.* — La contribution foncière des propriétés bâties est due pour l'année entière par le propriétaire au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition, sauf le cas prévu à l'article 17 du présent arrêté.

En cas d'usufruit, l'imposition est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

En cas de bail emphytéotique le preneur ou emphytéote est entièrement substitué au bailleur.

*Art. 10.* — Lorsqu'un propriétaire de terrain ou d'un immeuble portant une construction sans grande valeur, loue le fonds par bail de longue durée, à charge par le locataire de construire à ses frais un immeuble bâti de valeur ou de consistance donnée devant revenir sans indemnité et libre de toutes charges au bailleur à l'expiration du bail, la contribution foncière des propriétés bâties est due, à raison de l'immeuble construit, par le propriétaire du sol.

La valeur locative imposable au nom du propriétaire sera considérée pendant toute la durée du bail comme équivalente à l'annuité correspondant à la somme nécessaire pour amortir, pendant la durée du bail, le prix des travaux exécutés et des charges imposées au preneur.

Dans le cas considéré, la contribution foncière est due par le propriétaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'achèvement de la construction édifiée par le locataire, sauf application des dispositions de l'article 4 relatives à l'exemption temporaire.

**Art. 11.** — Pour la détermination des valeurs locatives, les propriétaires et principaux locataires, et en leurs lieux et place, les gérants d'immeubles, sont tenus de fournir par écrit aux agents chargés de l'assiette de l'impôt, quand il leur en sera fait la demande, et dans les dix jours de la réception de la dite demande adressée par pli recommandé, une déclaration indiquant au jour de sa production :

1<sup>o</sup> — Les noms et prénoms usuels de chaque locataire, la consistance des locaux qui leur sont loués, le montant du loyer principal et, s'il y a lieu, le montant des charges;

2<sup>o</sup> — Les noms prénoms usuels de chaque occupant à titre gratuit et la consistance du local occupé;

3<sup>o</sup> — La consistance des locaux occupés par le déclarant lui-même;

4<sup>o</sup> — La consistance des locaux vacants.

Le défaut ou l'inexactitude de la déclaration sera sanctionné par une amende fiscale de cent francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en exécution des dispositions du présent article.

Les amendes fiscales sont constatées par le Chef du Service des Contributions Directes et sont recouvrées comme en matière de Contributions Directes.

#### *Du taux de l'impôt*

**Art. 12.** — Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties est fixé à 20 % du revenu net déterminé comme il est indiqué à l'article 7.

#### *Remises et modérations pour pertes de revenu*

**Art. 13.** — En cas de vacance de maisons ou de chômage d'établissements commerciaux et industriels, les propriétaires peuvent obtenir la remise ou la modération de la contribution foncière assise sur ces immeubles, lorsqu'il est établi que la vacance ou le chômage, qu'ils soient totaux ou partiels, sont indépendants de leur volonté et que la durée totale de l'inoccupation a été de six mois consécutifs. Le point de départ de cette période est le premier du mois suivant l'ouverture de la vacance ou du chômage.

Les réclamations pour vacance de maison ou pour chômage d'établissements commerciaux et industriels doivent être adressées au Chef du Service des Contributions Directes dans le mois qui suit l'expiration de la période pour laquelle, le dégrèvement est susceptible d'être obtenu. Lorsqu'un immeuble ayant déjà fait l'objet d'un précédent dégrèvement continue d'être inhabité ou inexploité, le propriétaire ne peut reproduire utilement sa demande qu'après l'expiration d'une nouvelle période d'inoccupation ou de chômage (six mois). Toutefois si la vacance ou l'inexploitation vient à cesser au cours d'une période de six mois suivant celle pour laquelle un dégrèvement a déjà été accordé, la réclamation sera recevable pour la fraction de période de vacance ou d'inexploitation dans le mois qui suivra la cessation de celle-ci.

Dans le cas de destruction totale ou partielle ou démolition volontaire en cours d'année de leurs maisons

ou usines, les propriétaires peuvent demander la remise ou une modération de la contribution foncière frappant ces immeubles.

Les demandes doivent être adressées au Chef du Service des Contributions Directes dans le mois de la destruction ou de l'achèvement de la démolition.

Le dégrèvement est accordé à partir du premier du mois suivant la destruction ou l'ouverture des travaux de démolition.

#### *Dispositions transitoires*

**Art. 14.** — Les constructions nouvelles et additions de constructions non achevées à la date de publication du présent arrêté pourront bénéficier de l'exemption temporaire d'impôt foncier dans les conditions prévues à l'article 4, sous réserve de la production par les propriétaires de la déclaration exigée par l'article 5 dans un délai de quatre mois à dater du jour de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Colonie.

Les constructions nouvelles, reconstructions ou additions de constructions achevées depuis moins de 5 ans pourront bénéficier d'une exemption temporaire d'impôt dans les conditions prévues à l'article 4 pour la fraction de la période d'exemption restant à courir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, sous réserve de la production par les propriétaires de la déclaration prévue par l'article 5 dans le délai imparti au paragraphe précédent.

**ART. 2.** — Les articles 14 à 19, 21 à 26 (anciens) demeurent sans changement, mais deviennent les articles 15 à 20 et 22 à 27 du nouveau texte.

Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article 20 ancien (21 nouveau) sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les rôles de la contribution foncière sont nominatifs, ils sont établis par les agents des Contributions Directes ou à défaut les Chefs de régions et soumis, pour les rôles primitifs, à la commission des Contributions Directes ».

Le reste de l'article sans changement.

**ART. 3.** — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures sera enregistré, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766 F.3/CD. du 11 décembre 1945).

#### *Patentes — Licences*

**ARRETE N° 650/CD. du 17 novembre 1945.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;



Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 530/CD. du 17 octobre 1944 réglementant les patentes et licences;

Vu la circulaire 471 F3/CD. du 15 octobre 1945 du Gouverneur général visant la fiscalité 1946;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de la République;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4 (§ 18), 19, 27, 28, 29, de l'arrêté 530/CD. du 17 octobre 1944 sont modifiés comme suit :

Art. 4. — (§ 18 nouveau). — Les industries nouvellement créées à la colonie (le reste sans changement).

Art. 19 (1<sup>er</sup> alinéa nouveau). — Les rôles primitifs de patente sont soumis à la commission des Contributions Directes (le reste de l'article sans changement).

Art. 27 (nouveau). — La licence est un impôt personnel frappant la fabrication et la vente en gros ou en détail de boissons alcooliques ou hygiéniques à consommer sur place ou à emporter.

La vente exclusive des sirops, de la limonade, du café, du thé, des infusions et des eaux minérales naturelles ou artificielles ne donne pas lieu à licence de boissons hygiéniques.

Art. 28 (nouveau). — Sont considérées comme boissons alcooliques :

a) celles qui sont le produit de la distillation;

b) toutes autres boissons additionnées d'alcool ou fermentées titrant plus de 15 degrés.

Art. 29 (nouveau). — Sont considérées comme boissons hygiéniques toutes celles non visées par l'article précédent et ne rentrant pas dans les catégories énumérées au dernier alinéa de l'article 27 ci-dessus.

ART. 2. — Les tarifs de patentes et de licences sont modifiés comme suit :

### PATENTES

#### a) — Tableau A — (tarif 1946)

CLASSE	DROIT FIXE	DROIT PROPORTIONNEL
1 <sup>ère</sup> . . .	12.000	10 %
2 <sup>ème</sup> . . .	9.000	10 %
3 <sup>ème</sup> . . .	6.000	10 %
4 <sup>ème</sup> . . .	3.000	10 %
5 <sup>ème</sup> . . .	2.400	5 %
6 <sup>ème</sup> . . .	1.200	5 %
7 <sup>ème</sup> . . .	600	exempt

La profession d'hôtelier restaurateur pour Européen est classée en 3<sup>e</sup> classe.

#### b) — Tableau B

3<sup>e</sup> partie (1<sup>er</sup> alinéa) :

Est supprimée la mention « droits réduits de 1/2 » pour les établissements situés en 3<sup>e</sup> zone.

4<sup>e</sup> partie : le tarif tailleur est modifié comme suit :

Tailleur ou couturière : taxe déterminée . . .	150
par machine en sus de la première . . .	150
par ouvrier ou apprenti . . .	50

### LICENCES

#### (Tarif 1946)

1<sup>re</sup> classe. — Marchand en gros de boissons alcooliques et hygiéniques à emporter (notamment maisons importatrices) . . . 10.000

2<sup>e</sup> classe. — Marchand en détail de boissons hygiéniques et alcooliques à consommer sur place (notamment hôtel cafés) . . . 5.000

3<sup>e</sup> classe. — Marchand en détail de boissons alcooliques et hygiéniques à emporter (notamment comptoirs secondaires factoreries) . . . 2.000

4<sup>e</sup> classe. — Marchand en détail de boissons hygiéniques à consommer sur place . . . 1.500

5<sup>e</sup> classe. — Marchand en détail de boissons hygiéniques à emporter . . . 500

6<sup>e</sup> classe. — Commerçant vendant exclusivement des boissons fermentées de fabrication locale . . . 400

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Approuvé par arrêté général N° 3766/F.3/CD. du 11 décembre 1945).

### Douanes

ARRETE N° 451 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 74 paragraphe B du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 185/D. en date du 8 avril 1944 fixant le mode d'assiette et les règles de perception des droits de statistique du Togo sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie;

Vu l'arrêté n° 4364 F. du Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 31 décembre 1943, modifiant en A.O.F. le tableau des exemptions conditionnelles et exceptionnelles annexé au tarif fiscal de sortie et créant un droit de statistique sur les envois postaux exonérés de droits de sortie, approuvé par le décret du 28 mars 1944;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de sortie institués par l'arrêté n° 687 F. du 8 décembre 1942 ne sont pas applicables aux paquets-poste et colis postaux exportés contenant les produits autorisés par la réglementation sur les envois familiaux.

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 185/D. du 8 avril 1944, fixant les exemptions en matière de droits de statistique est modifié comme suit :

« 2° — Les envois de marchandises par paquets-poste à l'exception de ceux repris au tableau ci-après ».

ART. 3. — Le tableau annexé à l'arrêté du 8 avril 1944 susvisé est modifié comme suit en ce qui concerne le mode d'assiette et la quotité des droits de statistique à percevoir à la sortie :

MARCHANDISES IMPOSABLES	NUMÉRO CORRESPONDANT de la NOMENCLATURE OFFICIELLE	ESPÈCE IMPOSABLE	QUOTITÉ DU DROIT
Paquets-poste et colis postaux exportés contenant les produits autorisés par la réglementation sur les envois familiaux pesant :			
3 kilogrammes au plus . . . . .		le paquet ou colis	3 francs
3 kg. 001 à 5 kilogrammes. . . . .		— id —	5 —
5 kg. 001 à 10 — . . . . .		—	10 —
10 kg. 001 à 15 — . . . . .		—	15 —
15 kg. 001 à 20 — . . . . .		—	20 —

ART. 4. — La taxe prévue ci-dessus est encaissée lors du dépôt des paquets et colis par l'agent chargé de percevoir les taxes postales suivant la même procédure que ces dernières.

Elle fait toutefois l'objet d'un compte et d'une rubrique spéciaux.

Il en est de même des droits de sortie sur les produits d'origine locale autres que ceux autorisés par la réglementation sur les envois familiaux qui ne pourront toutefois être acceptés que dans le bureau de poste de Lomé.

Le versement de la taxe de statistique et, le cas échéant, des droits de sortie ainsi perçus sera effectué en même temps et dans la même forme que les autres taxes douanières perçues par le Service des postes.

ART. 5. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

Pour Le Commissaire de la République et p. o.,

*Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.

ARRETE N° 452 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 74 paragraphe B du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 185/D. en date du 8 avril 1944 fixant le mode d'assiette et les règles de perception des droits de statistique au Togo sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie, ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 2754 F. du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française en date du 5 octobre 1944 complé-



tant en Afrique Occidentale Française le tableau des exemptions conditionnelles et exceptionnelles annexé au tarif fiscal de sortie ainsi que la liste des exemptions en matière de droit de statistique, approuvé par décret du 29 novembre 1944;

Le Conseil d'Administration entendu;  
Sous réserve d'approbation ministérielle,

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des exemptions conditionnelles et exceptionnelles annexé au tarif fiscal de sortie est complété comme suit :

« 7<sup>o</sup> — Les envois effectués, à titre gratuit, à « l'Entr'aide française pour la Libération. Sur décision spéciale du Haut-Commissaire de la République, la franchise peut être également accordée aux « marchandises et produits adressés à l'Entr'aide française de la Libération, à titre onéreux, et en suite « de commandes régulières passées par cet organisme ».

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 185/D. du 8 avril 1944 est complété comme suit en ce qui concerne les marchandises exemptes de droit de statistique :

« 12<sup>o</sup> — Les envois aux prisonniers de guerre, au « Comité de la Croix-Rouge française ainsi que les « envois, ayant le même caractère, effectués par les « enfants des écoles locales aux enfants des écoles « métropolitaines ».

« 13<sup>o</sup> — Les envois effectués, à titre gratuit, à « l'Entr'aide française pour la Libération. Sur décision spéciale du Haut-Commissaire de la République, la franchise peut être également accordée aux « marchandises et produits adressés à l'Entr'aide française de la Libération, à titre onéreux, et en suite « de commandes régulières passées par cet organisme ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

Pour Le Commissaire de la République et p. o.,

Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.

ARRETE N° 453 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 3072 F. du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française en date du 17 novembre 1944, approuvé par décret du 25 janvier 1945, portant modification au tableau II annexé à l'arrêté général n° 2510 F. du 17 juillet 1942, fixant la quotité, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique Occidentale Française;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté n° 687 F. du 8 décembre 1942 est modifié ainsi qu'il suit :

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
	<b>CHAPITRE II. — Produits et dépouilles d'animaux ;</b>		
33-34-35	Peaux brutes (vertes, séchées, salées, arseniquées, etc.) autres	Valeur	14 %
36-37-38	que les peaux de reptiles : sauriens, hydrosauriens, ophidiens.	—	25 %
34 b-37 b	Peaux brutes de reptiles : sauriens, hydrosauriens, ophidiens.		
	<b>QUATRIÈME SECTION — Fabrications :</b>		
920 à 924 c	Peaux préparées : simplement tannées, corroyées ou autrement . . . . .	100 k. brut	220 »
	de bovidés . . . . .		
	de reptiles : sauriens, hydrosauriens, ophidiens . . . . .	Valeur	25 %
	Autres . . . . .	—	14 %
944 b	Pelleteries préparées : simplement tannées, corroyées ou autrement . . . . .	—	25 %
1391 à 1394 inclus	Tabletterie d'ivoire . . . . .	—	25 %

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

*Pour Le Commissaire de la République et p. o.,  
Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

*Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.*

ARRETE N° 454 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 20 décembre 1943;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française du 17 juillet 1942 créant une taxe sur les transactions, approuvé par décret du 22 septembre 1942;

Vu l'arrêté n° 2040 F. du 22 juillet 1944 du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française portant modification au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe compensatrice à la taxe sur les transactions;

Vu l'arrêté n° 688 F. en date du 8 décembre 1942 créant une taxe sur les transactions dans le territoire du Togo;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942 est abrogé et remplacé par le suivant :

« ART. 5. — Les importations destinées à la consommation immédiate, sans vente intermédiaire, qui échappent par conséquent à la taxe sur les transactions telle qu'elle vient d'être définie, sont soumises à une taxe compensatrice de 2% sur la valeur fixée par le Service des Douanes, pour la perception des droits d'importation ou, à défaut, sur le prix de facture majoré de 25%, auxquels s'ajoutent dans l'un et l'autre cas les taxes, surtaxes et droits perçus par le Service des Douanes. Pour les importations de marchandises non mercualisées effectuées pour le compte du Comité du commerce extérieur, la valeur à déclarer en douane devant servir à la liquidation de la taxe compensatrice est fixée aux 98/100 du prix de cession fixé par cet organisme. Il n'y aura pas lieu de tenir compte des valeurs mercualisées des emballages importés pleins de marchandises cédées par le Comité du commerce extérieur.

« Lorsque des marchandises ayant seulement supporté les droits d'importation et autres à leur entrée dans la colonie ne seront pas vendues par la suite mais

misées à la consommation ou utilisées pour leurs propres besoins par les importateurs ceux-ci devront en faire la déclaration et payer le montant de la taxe compensatrice au bureau des Douanes de leur résidence ou le plus proche de leur résidence.

« Sont exemptées de la taxe compensatrice les denrées qui ne sont pas frappées par la taxe sur les transactions et dont l'énumération figure au tableau joint en annexe ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

*Pour Le Commissaire de la République et p. o.,  
Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

*Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.*

ARRETE N° 455 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 20 décembre 1943;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo, ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté général n° 1458 F. du 22 mai 1944 modifiant le tarif de sortie en Afrique Occidentale Française, approuvé par décret du 25 août 1944;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable au territoire du Togo l'arrêté n° 1458 F. en date du 22 mai 1944 du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française portant modification du tarif de sortie en Afrique Occidentale Française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

*Pour Le Commissaire de la République et p. o.,  
Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

*Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.*

ARRETE N° 456 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 instituant une taxe unique de consommation au Togo;

Vu l'arrêté du Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 6 mars 1945 complétant le tableau des produits soumis à la taxe de consommation annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits soumis à la taxe de consommation, annexé à l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 est complété ainsi qu'il suit :

NUMEROS DU TARIF	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF	
		UNITÉS de perception	QUOTITÉ des droits
3 ter	Tabacs fabriqués . . . . . à priser . . . . .	le Kg. net	65 francs

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 23 août 1945.

Pour Le Commissaire de la République et p. o.,  
Le Secrétaire Général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les tarifs fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 1863 DOR/P. en date du 20 juin 1945, du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française modifiant la quotité du droit de sortie sur certains produits;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République en Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté n° 687 F. du 8 décembre 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité des droits de sortie sur les produits suivants :

ARRETE N° 521 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,  
Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
<b>CHAPITRE XII — Fruits, tiges et filaments à ouvrer</b>			
324 à 330 inclus	Coton égrené ou non . . . . .	Valeur	6 %
334	Dah . . . . .	-id-	6 %
335	Sisal . . . . .	-id-	6 %
<b>QUATRIEME SECTION — Fabrication</b>			
739 à 742 b. inclus	Fils, ficelles et cordages de dah, sisal et autres végétaux filamenteux . . . . .	—	6 %

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 3581 DGF/D. du 24 novembre 1945.

ARRETE N° 522 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant provisoirement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 552 F., en date du 15 octobre 1943, fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 1939 DGF/D., en date du 25 juin 1945, du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, modifiant le tarif fiscal d'entrée;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République au Togo en Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo, annexé à l'arrêté n° 552 F. en date du 15 octobre 1943 est modifié comme suit :

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
	CHAPITRE VII — <i>Fruits et graines</i>		
156	Fruits frais non forcés (noix de colas).	le K. N.	8.00
170 b	Noix de colas desséchées (entières ou en morceaux).	le K. N.	8.00

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 3581 DGF/D. du 24 novembre 1945.

ARRETE N° 523 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 créant une taxe unique de consommation au Togo;

Vu l'arrêté n° 1940 DGF/D., en date du 25 juin 1945, du Gouverneur Général de l'A.O.F. portant modification de la quotité de la taxe de consommation sur les colas;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République en Conseil de Gouvernement;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits soumis à la taxe de consommation annexé à l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942, créant une taxe unique de consommation au Togo est modifié comme suit :

NUMEROS DU TARIF	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF	
		Assiette	QUOTITE
12	Noix de colas (fraîches ou sèches, entières ou en morceaux) . . . . .	le K. N.	8,00

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 3581 DGF/D. du 24 novembre 1945.

ARRETE N° 524 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant provisoirement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 552 F. en date du 14 octobre 1943 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 1695, en date du 4 juin 1945, du Gouverneur Général de l'A.O.F. modifiant le tarif fiscal d'entrée;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo, annexé à l'arrêté n° 552 F. en date du 15 octobre 1943 est modifié comme suit :

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
	CHAPITRE VIII -- <i>Denrées coloniales de consommation</i>		
235	Tabacs en feuilles ou en côtes . . . . . 		

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT,

*Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.*

ARRETE N° 525 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 552 F., en date du 15 octobre 1943, fixant le mode d'assiette et les règles de perception des taxes d'importation au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 10 février 1945 modifiant le tarif fiscal d'entrée en A.O.F.,

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau fixant le tarif fiscal d'entrée du territoire du Togo, annexé à l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 est complété comme suit :

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
785	CHAPITRE XXV — <i>Tissus</i>		
	Tissus de jute pur ou mélangé . . . . .	Valeur	8 %

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT,

*Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.*

ARRETE N° 526 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 552 F. en date du 15 octobre 1943, fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943 ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 2552 DOR. en date du 21 août 1945, du Gouverneur Général de l'A.O.F., modifiant le tarif fiscal d'entrée en Afrique Occidentale Française soumis à l'approbation par décret;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo, annexé à l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 est modifié comme suit :

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
767 à 784 789 à 793 795 à 885 b	CHAPITRE XXV — <i>Tissus</i>  Tous tissus repris sous ces numéros . . . . .	Valeur	25 %
1422	CHAPITRE XXXIII — <i>Ouvrages en matières diverses</i>  Allumettes . . . . .	La boîte de cent allumettes au plus (1)	0,20

(1) Pour les boîtes qui comptent plus de cent allumettes le droit de 0,20 est dû pour chaque centaine d'allumettes ou fractions de centaine supplémentaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par le Département.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par lettre n° 13.101 AE./4 du 23 novembre 1945 du ministre des colonies.

ARRETE N° 527 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 552 F. en date du 15 octobre 1943, fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943 ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 2553 DGF/D. en date du 21 août 1945 du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française portant relèvement de certains droits fiscaux d'importation;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République au Togo en Conseil de Gouvernement;

ARRETÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo, annexé à l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 est à nouveau modifié comme suit :

NUMEROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
	CHAPITRE VIII <i>Denrées coloniales de consommation</i>		
235	Tabacs en feuilles ou en côtes . . . . .	K. N.	37,50
236	Tabacs fabriqués {	—	300,00
237		—	250,00
238		—	212,50



NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTREE	
		UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
	<b>CHAPITRE XV</b>		
	<i>Boissons</i>		
377-378	Vins de liqueurs et mistelles et autres boissons à base de vin ayant une richesse alcoolique acquise : Supérieure à 23° . . . . . Egale ou inférieure à 23° . . . . .	Hl. A. P. Hl. de liquide Hl. A. P.	15.000,00 1.250,00 15.000 frs. l'hectolitre d'alcool pur avec minimum de 6.000 francs l'hectolitre de liquide.
388 à 397	Boissons distillées { Eaux de vie de toutes sortes . Autres alcools proprement dits ou esprits, . . . . . Liqueurs . . . . .	— — —	
	<b>CHAPITRE XXI</b>		
	<i>Compositions diverses</i>		
	<b>PARFUMERIES</b>		
658	Savons { transparents . . . . .	Valeur	40%.
657	— { autres que transparents . . . . .	—	40%.
659	Autres { Alcooliques . . . . .	Valeur Hectolitre d'alcool pur ou hectolitre de liquide	40% { avec minimum de 10.000 frs. par hectolitre alcool pur ou 4.000 frs. hectolitre de liquide
660	non alcooliques . . . . .	Valeur	40%.
665	<b>EAUX DISTILLEES ALCOOLIQUES</b> . . . . .	Hectolitre d'alcool pur ou hectolitre de liquide.	10.000 frs. par hectolitre alcool pur avec minimum de 4.000 frs. par hectolitre de liquide.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 3581 DOF/D. du 24 novembre 1945.

ARRETE N° 528 D. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique Occidentale Française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 instituant une taxe unique de consommation au Togo ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté N° 2554 DOF/D. en date du 21 août 1945 du Gouverneur Général de l'A.O.F. portant modification de la quotité de la taxe de consommation sur certains produits;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République au Togo en Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits soumis à la taxe de consommation annexé à l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 créant une taxe unique de consommation au Togo est modifié à nouveau comme suit :

NUMEROS DU TARIF	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF	
		UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
2	Tabacs fabriqués . . .	le K. N.	250
3		"	200
3 bis		"	100
3 ter		"	80
4	Bière . . . . .	"	162,50
6		Valeur	10 %.

(1) Sont considérées comme cigarettes supérieures celles dont le prix de vente en gros au commerce local est, taxe de consommation comprise, supérieur à 195 francs le kilo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 3581 DGF/D. du 24 novembre 1945.

ARRETE N° 747 D. du 27 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 3788 DGF/D. en date du 12 décembre 1945 du Gouverneur général fixant les mercuriales officielles en A.O.F. pour le premier semestre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable au Togo l'arrêté n° 3788 DGF/D. en date du 12 décembre 1945 du Gouverneur général fixant les mercuriales officielles pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée de l'A.O.F. pendant le premier semestre 1946.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

#### Arachides

ARRETE N° 707 AE. du 12 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme officiel 754 SE. du 30 novembre 1945 du Gouverneur général;

Vu la lettre n° 187 du 10 novembre 1945 du président de la chambre de commerce du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat d'arachides 1945-1946 est ouverte pour compter du 15 décembre 1945 dans les cercles de Sokodé et de Mango.

ART. 2. — Les prix d'achat minima aux producteurs sont fixés comme suit :

Blitta . . . . .	4.223
Sokodé . . . . .	3.793
Bassari . . . . .	3.493
Lama-Kara . . . . .	3.398
Mango . . . . .	2.583
Dapango . . . . .	2.208

Les prix d'achat dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

ART. 3. — L'ensachage et la manutention brousse seront assurés par les S.I.P. qui percevront à cet effet une rémunération de 35 francs par tonne à laquelle s'ajoutera une commission de 25 francs par tonne pour leur intervention.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions intéressés et tous lieux publics.

Lomé, le 12 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON.

**Délaissement forfaitaire des marins**

N° 709 IM. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 décembre 1945. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1946 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

**Organisation territoriale****Subdivision d'Atakpamé**

ARRETE N° 710 APA. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 271/APA. du 29 mai 1945 modifiant l'organisation territoriale de la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre);

Sur la proposition du commandant du cercle du centre;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 271/APA. du 29 mai 1945 modifiant l'organisation territoriale de la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre) est complété ainsi qu'il suit :

Art. 1<sup>er</sup>. —

6<sup>e</sup> Canton de Kpessi. — ajouter à la liste des villages : Diguina-village.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON.

**Coprah**

ARRETE N° 711 AE. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3681 s/p. du 1<sup>er</sup> décembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix d'achat minima du coprah aux producteurs :

Lomé . . . . . 4.181  
Anécho . . . . . 4.104

Si le produit est livré aux exportateurs directement par le producteur sans intervention d'intermédiaire ces prix sont majorés de 285 francs.

ART. 2. — Tout achat en dessous de ces prix constitue une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON.

**Huile de palme**

ARRETE N° 712 AE. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3681 se/p. du 1<sup>er</sup> décembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les prix d'achat minima de l'huile de palme aux producteurs sont fixés comme suit :

	à la tonne	à l'estagon
Agouévé . . . . .	3.585	63
Sanguéra . . . . .	3.571	62
Mission Tové . . . . .	3.435	60
Noépé . . . . .	3.548	62
Tsévié . . . . .	3.531	62
Badja . . . . .	3.513	62
Anécho . . . . .	3.500	61
Assahun . . . . .	3.485	61
Agbéluvé . . . . .	3.459	60
Tovégan . . . . .	3.455	60
Nuatja . . . . .	3.379	59
Agou-gare . . . . .	3.363	59
Palimé . . . . .	3.302	58
Atakpamé . . . . .	3.187	56
Akoviépé . . . . .	3.442	60
Gapé . . . . .	3.369	59
Kévé . . . . .	3.492	61

ART. 2. — Tout achat en dessous de ces prix constitue une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON,

#### Palmistes

ARRETE N° 713 AE. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3681 SE/P. du 1<sup>er</sup> décembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les prix minima d'achat au producteur des palmistes sont fixés comme suit :

Lomé . . . . .	2.373
Agouévé . . . . .	2.310
Sanguéra . . . . .	2.301
Mission-Tové . . . . .	2.209
Noépé . . . . .	2.284
Tsévié . . . . .	2.273
Badja . . . . .	2.262
Assahun . . . . .	2.244
Anécho . . . . .	2.250
Agbéluvé . . . . .	2.225
Tovégan . . . . .	2.222
Nuatja . . . . .	2.174
Agou-gare . . . . .	2.165
Palimé . . . . .	2.147
Atakpamé . . . . .	2.089
Anié . . . . .	2.057
Blita . . . . .	1.976
Gapé . . . . .	2.165
Akoviépé . . . . .	2.213
Kévé . . . . .	2.248

Les prix dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des frais de transports.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage

à la mairie de Lomé, P.T.T., aux bureaux des cercles et subdivisions et autres lieux publics.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON.

#### Graines de coton

ARRETE N° 714 AE. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3681 SE/P. du 1<sup>er</sup> décembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat des graines de coton en usine d'Atakpamé est fixé à 634 francs.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
P. SANSON.

#### Tapioca

ARRETE N° 715 AE. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3717 SE/P. du 6 décembre 1945;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à 5.012 francs la tonne, pour compter du 18 décembre 1945, le prix d'achat minimum du tapioca au producteur à Anécho.

Les prix dans les autres centres seront fixés par le commandant de cercle compte tenu des seuls frais de transports ferroviaires ou routiers décomptés aux tarifs réglementaires.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 18 décembre 1945.

*Pour le Commissaire de la République p.i. et p.o.,  
Le Chef du Bureau des Finances,  
Ordonnateur-Délégué,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*  
P. SANSON.

**Personnel****Agents journaliers**

ARRETE N° 742 P. du 24 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 40 du 18 janvier 1939 édictant certains avantages à accorder aux agents journaliers de l'Administration;

Vu l'ordre général n° 1 du 8 mars 1943 portant règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau du chemin de fer et du wharf du Togo et les actes modificatifs;

Vu le règlement intérieur en date du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo et les actes modificatifs;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 40 du 18 janvier 1939 édictant certains avantages à accorder aux agents journaliers de l'Administration sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les agents journaliers qui auront plus d'une année de service ininterrompue dans l'Administration, seront assimilés aux agents auxiliaires en ce qui concerne les soins médicaux et les conditions d'hospitalisation.

« Ils pourront bénéficier, dans la mesure où les nécessités du service le permettront, d'une permission d'absence à salaire entier de dix jours par an. (Délai de route non compris lorsque la permission est prise en une seule fois).

« Les agents qui ne demanderont pas à bénéficier des permissions annuelles pourront obtenir, tous les trois ans, une permission de trente jours à salaire entier (délai de route non compris).

« Il pourra être accordé en outre des permissions sans salaire dites « exceptionnelles » d'une durée maximum de vingt jours par an pour permettre aux agents qui en feraient la demande de sauvegarder temporairement leurs intérêts personnels ou de famille. L'octroi de ces permissions sera toujours subordonné aux nécessités du service.

« Le personnel féminin pourra bénéficier de congés de maternité dans les conditions fixées pour le personnel des cadres locaux.

« Les permissions sont accordées par décision du Commandant de cercle, chef de service ou de bureau, qui en rend compte immédiatement au Commissaire de la République.

« Les dispositions du règlement intérieur en date du 24 février 1944 concernant les affectations, mutations, déplacements et discipline du personnel auxiliaire sont applicables aux agents journaliers ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

**Budget Local****Exercice 1946**

ARRETE N° 749 P. du 27 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

Vu l'arrêté n° 741/F. du 22 décembre 1945 portant fixation et arrêtant le projet de budget local du Togo pour l'exercice 1946;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1946 le Budget Local approuvé en Conseil d'Administration dans sa séance du 22 décembre 1945, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cent quatre vingt trois millions deux cent soixante dix mille francs (183.270.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

**Ouverture de crédits**

**ADDITIF** à l'arrêté n° 538/F. du 24 septembre 1945 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1945 (J.O. Togo du 16 octobre 1945 — pages 547 — 548).

Après : H. GAUDILLOT.

Ajouter : Approuvé par décret n° 45014 du 30 novembre 1945.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Intégration**

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 29 octobre 1945, les agents supérieurs des cadres locaux des chemins de fer des colonies, dont les noms suivent ont été, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945, tant au point de vue de la solde qu'à celui de l'ancienneté, intégrés dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, dans les conditions indiquées au tableau ci-dessous :

**A. — Agents intégrés à l'échelle II.**

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE D'INTÉGRATION	ECHELLE	ECHOLON ou CHEVRON	ANCIENNETÉ CONSERVÉE DANS L'ÉCHELON OU CHEVRON AU 1 <sup>er</sup> JUILLET 1945	COLONIE D'AFFECTATION
		<b>Exploitation</b>			
M.M. ....					
BONNARD (Louis) . . . . .	Inspecteur . . .	II	Echelon 6	1 an 6 mois	Togo

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Nomination**

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo, en date du :

13 décembre 1945. — M. de Kermadec (Gaston), juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'A.O.F. débarqué à Dakar, le 8 décembre 1945, est nommé président intérimaire du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé (Togo) en remplacement du titulaire M. Cadore (Marcel) en instance de départ en congé.

La nomination de M. de Kermadec aura un caractère définitif dans le sens des dispositions des articles 2 et 58 du décret du 22 août 1928, sur la magistrature coloniale.

**Mise en disponibilité**

Par décision du Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

3 décembre 1945. — M. Tsogbé Joseph, instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'enseignement en A.O.F., en service au Togo, est mis en disponibilité sans solde pour la durée d'un an à compter de la date de sa nomination comme chef de canton.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Agents auxiliaires****Nomination**

Par décision n° 715 P. du :

17 décembre 1945. — La décision n° 657/P. du 22 novembre 1945 est modifiée comme suit :

« M. Renard Lucien est engagé, à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité d'apprenti mécanicien électricien au salaire mensuel de Deux mille cinq cents francs (2.500 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités ».

Le reste sans changement.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Situation administrative (Agents T.P. et C.E.T.)**

Par arrêté n° 732 P. du :

20 décembre 1945. — Est révisée comme suit, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, la situation administrative des ouvriers des cadres locaux indigènes des Travaux publics et des Chemins de fer

du Togo dont les noms suivent, admis par arrêté n° 266/p. du 26 mai 1945 après examen professionnel prévu à l'article 4 — 2<sup>e</sup> de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, dans les cadres locaux des maîtres ouvriers des Travaux publics et des Chemins de fer supprimés par arrêté n° 288 p. du 7 juin 1945 fixant à nouveau le statut général des cadres locaux indigènes du Togo.

Situation avant l'intervention de l'arrêté n° 464/p. du 25 août 1945 portant reclassement pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1944 des fonctionnaires des anciens cadres locaux indigènes dans les nouveaux cadres organisés par arrêté n° 288/p. du 7 juin 1945 :

*Au 25 mai 1945 :*

Dossah Philippe, mécanicien-conducteur d'automobile principal de 2<sup>e</sup> classe;

Mathey Pierre, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe des Travaux Publics;

Emmanuel Martin, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des Chemins de fer.

*A compter du 26 mai 1945 :*

Dossah Philippe, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des Travaux Publics;

Mathey Pierre, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des Travaux Publics;

Emmanuel Martin, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des Chemins de fer.

Situation après le reclassement effectué par arrêté n° 464/p. du 25 août 1945 :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1944 :*

Dossah Philippe, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe avec ancienneté civile de 1 an 10 mois;

Mathey Pierre, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe avec ancienneté civile de 1 an 4 mois;

Emmanuel Martin, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe avec ancienneté civile de 1 an 10 mois.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 :*

Dossah Philippe, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des Travaux Publics (V. arrêté 643/p. du 17 novembre 1945).

*Pour compter du 26 mai 1945 :*

(V. tableaux de concordance joints à l'arrêté n° 288/p. du 7 juin 1945).

Mathey Pierre, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des Travaux Publics;

Emmanuel Martin, ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe des C.F.T.

Les ouvriers de 1<sup>re</sup> classe Dossah Philippe et Mathey Pierre sont exempts de l'examen professionnel prévu par l'arrêté n° 304/p. du 7 juin 1945 pour leur avancement au grade supérieur.

#### Titularisations

Par arrêté n° 728 p. du :

19 décembre 1945. — Les instituteurs, institutrice et moniteurs stagiaires des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire de l'A.O.F. dont les noms suivent, qui ont accompli leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi en qualité de :

#### Institutrice adjointe de 5<sup>e</sup> classe

Pour compter du 23 septembre 1945 :

Amorin Florentine, en service à l'école de filles de Palimé;

#### Instituteur adjoint de 5<sup>e</sup> classe

Pour compter du 6 octobre 1945 :

Mama Fousséni, en service à l'école de village de Pagouda;

#### Moniteur adjoint de 5<sup>e</sup> classe

Pour compter du 7 décembre 1945 :

Koudjoh Hermann, en service à l'école de garçons de Palimé.

#### Réintégration

Par arrêté n° 740 p. du :

22 décembre 1945. — Est réintégré et reclassé dans le cadre local des infirmiers et infirmières du Togo, en qualité d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe, pour compter de la date de la signature du présent arrêté, l'ex-infirmier de 2<sup>e</sup> classe Logossou Paul, révoqué par arrêté n° 150/p. du 6 mars 1943.

M. Logossou est remis à la disposition du directeur local de la santé publique au Togo.

#### Mutations — Affectations

Par décision n° 699 p. du :

11 décembre 1945. — L'infirmier spécialiste de 1<sup>re</sup> classe Sand Eugène, en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Palimé pour servir au dispensaire d'Adéta, en remplacement de l'infirmier spécialiste Agbagla Jean.

L'infirmier spécialiste de 3<sup>e</sup> classe Agbagla Jean, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, est affecté à l'hôpital de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du 12 décembre 1945.

Par décision n° 701 p. du :

11 décembre 1945. — Le moniteur adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre local secondaire de l'enseignement Ayayi Alphonse, en service à Lomé, est affecté provisoirement à l'école de village d'Agouévé, en remplacement de l'instituteur principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre local secondaire de l'enseignement Têkoé Alexandre, qui reste à la disposition du chef du service de l'enseignement en attendant une nouvelle affectation.

Par décision n° 702 p. du :

11 décembre 1945. — L'infirmier de 1<sup>re</sup> classe Aquéréburu Ben Samuel en service à Mango, est mis à la disposition du directeur local de la santé publique pour servir à Lomé.

L'infirmier auxiliaire N'Konou Justin, en service à Lomé, est affecté à Mango, en remplacement de l'infirmier de 1<sup>re</sup> classe Aquéréburu.



Par décision n° 717 P. du :

18 décembre 1945. — Le commis de 1<sup>re</sup> classe des douanes Batonon Bernard, en service au poste de Ségbé est affecté au bureau des douanes de Lomé.

Le commis de 1<sup>re</sup> classe des douanes Eclou Michel, en service à la brigade maritime de Lomé, est affecté au poste de Ségbé pour y remplir les fonctions de chef de poste, en remplacement du commis de 1<sup>re</sup> classe Batonon, appelé à d'autres fonctions.

Le préposé de 2<sup>e</sup> classe des douanes Amekudji Marcellin, en service au poste de Batomé, est affecté au bureau des douanes de Lomé.

Le préposé de 6<sup>e</sup> classe des douanes Aziglossou Emile, en service au poste de Kwadjovikopé, est affecté au poste de Batomé pour y remplir les fonctions de chef de poste, en remplacement du préposé de 2<sup>e</sup> classe Amekudji, appelé à d'autres fonctions.

Le préposé de 4<sup>e</sup> classe des douanes Kpadenou Gabriel, en service au bureau de Lomé, est affecté au poste de Kwadjovikopé en qualité d'adjoint au chef de poste.

Le préposé de 6<sup>e</sup> classe des douanes Sossah Cosme, en service au bureau de Lomé, est affecté au poste de Kwadjovikopé.

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe de Souza René, en service au poste des douanes de Kwadjovikopé, est affecté au poste de Zolo.

Les gardes-frontières stagiaires Broohm Jean et Dravie Christian, en service à la brigade de Lomé, sont affectés au poste de Klouto.

Le garde-frontière stagiaire Karvie Dominique, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de Kpadapé.

Le garde-frontière stagiaire Lawson Pascal, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de Bitjabé.

Le garde-frontière stagiaire Segla François, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de Kwadjovikopé.

Le garde-frontière stagiaire Koudawoo François, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de Ségbé.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946.

Par décision n° 719 P. du :

18 décembre 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés, en service à la brigade de Lomé, sont affectés, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 :

*Au poste de douane de Ségbé*

Sossou Marcus  
Dansou Folly.

*Au poste de douane de Badou*

Ahebla Elie.

Par décision n° 724 P. du :

22 décembre 1945. — Le commis principal de 2<sup>e</sup> classe du cadre local des Transmissions du Togo, Bruce Thomas, en service à Lomé, est détaché temporairement à Anécho, pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée de la permission d'absence du commis principal de 2<sup>e</sup> classe Ajavon Cyprien, les fonctions dont ce dernier était chargé.

Il aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Par décision n° 725 P. du :

23 décembre 1945. — Sont affectés :

*A l'école de garçons de Lomé*

Ayayi Alphonse, moniteur-adjoint de 6<sup>e</sup> classe, nommé provisoirement à l'école d'Agouévé.

*A l'école de village d'Agouévé*

*En remplacement du moniteur-adjoint*

*Ayayi Alphonse*

Grüner Hans, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe, en service à l'école de garçons de Sokodé.

*A l'école de garçons d'Anécho*

*En remplacement de l'instituteur de l'A.O.F.*

Tsogbé Joseph mis en disponibilité sur sa demande

Kouanvii Laurent, instituteur principal de classe exceptionnelle 1<sup>er</sup> échelon, en service à l'école de garçons de Mango.

*A l'école de filles d'Atakpamé*

*En qualité de directrice, chargée de classe*

Kouéviakoé Hélène, institutrice adjointe de 5<sup>e</sup> classe du C.C.S. de l'A.O.F., en service à l'école de filles de Palimé.

*A l'école de village de Yégué*

*En remplacement de l'instituteur-adjoint*

*Ameganvi Louis*

Etéh Benoît, moniteur-adjoint de 6<sup>e</sup> classe, en service à l'école de Bassari.

*A l'école de filles de Palimé*

*En remplacement de l'institutrice Kouéviakoé Hélène*

Tévi Christine, monitrice auxiliaire, en service à l'école de filles d'Atakpamé.

*A l'école de garçons de Palimé*

Tettekpoé Léopold, instituteur principal de classe exceptionnelle 1<sup>er</sup> échelon, directeur de l'école de Daye Kakpa.

M. Tettekpoé est nommé à titre intérimaire, directeur chargé de classe du groupe scolaire de Palimé.

*A l'école de village de Daye Kakpa*

*En remplacement numérique de l'instituteur principal Tettekpoé*

Tèkoé Alexandre, instituteur principal de 3<sup>e</sup> classe, en service à l'école de garçons de Lomé.

M. Tèkoé est nommé directeur chargé de classe à l'école de Daye Kakpa.

*A l'école de garçons de Sokodé*

*En remplacement de l'instituteur Grüner Hans*  
Améganvi Louis, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
en service à l'école de village de Yégué.

*A l'école de village de Kouméa*

Essoazina Moumouni, moniteur auxiliaire, en service à l'école de village de Niamtougou (ouverture d'une 2<sup>e</sup> classe).

*A l'école de village de Niamtougou*

Folly Honoré, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Sokodé (ouverture d'une 2<sup>e</sup> classe).

*A l'école de village de Bassari*

*En remplacement du moniteur-adjoint Etéh Benoit*  
Kouévi Léopold, moniteur surnuméraire du C.C.S. de l'A.O.F., en service à l'école de Kouméa.

*A l'école de garçons de Mango*

*En remplacement numérique de l'instituteur principal Kouanvivi Laurent*

Broohm Oscar, moniteur surnuméraire du C.C.S. de l'A.O.F., en service à l'école de garçons de Lomé.

Les agents ainsi mutés auront droit aux indemnités de déplacement et aux frais de transport pour eux et leur famille.

**Suspension de fonctions**

Par arrêté n° 716 P. du :

18 décembre 1945. — Les gardes-frontières ci-après désignés sont, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendus de leurs fonctions pour compter du 14 décembre 1945, date à laquelle ils ont été placés sous mandat de dépôt sous l'inculpation d'homicide et vol :

Aholoukpé Hounsavi, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe, en service au poste de Ségbé;

Légba Tangny, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe, en service au poste de Ségbé.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement brut, dégage de tous accessoires de solde.

Par arrêté n° 739 P. du :

22 décembre 1945. — Le garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe Lawson Gustave, en service à Ségbé (Cercle de Lomé), est, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendu de ses fonctions, pour compter du 15 décembre 1945, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt sous l'inculpation de recel.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Lawson n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégage de tous accessoires de solde.

**DIVERS****Allocations**

Par arrêté N° 703 F. du :

12 décembre 1945. — Sont accordées, les allocations ci-après, aux veuves et orphelins ci-dessous désignés :

1<sup>o</sup> — Allocation de veuve au taux annuel de Neuf cent dix sept francs (917 frs.) avec jouissance du 15 mars 1945 à chacune des veuves ci-dessous :

Justine Mélévi Attigah, née à Anécho vers 1920, demeurant à Lomé;

Elisabeth Afansi Gbégnon, née à Lomé vers 1920, demeurant à Lomé.

Allocations d'orphelins au taux annuel de Cent quatre vingt trois francs (183 frs.) avec jouissance du 15 mars 1945 à chacun des orphelins ci-dessous :

Lassey Labilé Célestine, née à Lomé le 29 mai 1932 et y demeurant;

Lassey Combélé Amélie, née à Lomé le 11 juin 1933 et y demeurant;

Lassey Tèvi Florentin, né à Lomé le 8 août 1939 et y demeurant;

Lassey Régina Combélé, née à Lomé le 5 septembre 1939 et y demeurant;

Lassey Layoko Bernice, née à Lomé le 9 décembre 1939 et y demeurant;

Lassey Labité Ferdinand, né à Lomé le 17 avril 1942 et y demeurant;

Lassey Labilé Lydia, née à Lomé le 6 août 1942 et y demeurant;

Lassey Lakolé Delphine, née à Lomé le 27 février 1945 et y demeurant;

Lassey Hubert, né à Anécho le 3 novembre 1939 et demeurant à Lomé;

Lassey Akouélé Eléonore, née à Lomé le 25 mai 1936 et y demeurant.

2<sup>o</sup> — Allocation de veuve au taux annuel de Quatre cent vingt cinq francs (425 frs.) avec jouissance du 19 septembre 1942 à chacune des veuves :

Dora Sossou, née à Lomé le 6 octobre 1910 et y demeurant.

Monica A. Comla, née à Lomé le 14 février 1909 et y demeurant.

Raha Estève, née à Lomé le 3 mars 1908, et y demeurant.

Allocation d'orphelin au taux annuel de cent quarante deux francs (142 frs.) à chacun des orphelins ci-après avec jouissance du 19 septembre 1942 :

Brym Cheffi Scholastique, née à Lomé le 24 janvier 1927 et y demeurant.

Brym Sinatou, née à Lomé le 24 janvier 1927 et y demeurant.

Brym Anatou Pauline, née à Lomé le 22 juin 1927 et y demeurant.

Brym Fatiou Félix, né à Agoué le 18 février 1928 et demeurant à Lomé.

Brym Bintou Berthe, née à Agoué le 18 février 1928 et demeurant à Lomé.

Brym Asmanou Baba Delphine, née à Lomé le 4 janvier 1931 et y demeurant.

Brym Nassiratou Brigitta, née à Lomé le 31 mai 1931 et y demeurant.

Brym Houdou, né à Lomé le 4 mars 1932 et y demeurant.

Brym Aminatou Rodégonde, née à Lomé le 17 septembre 1933 et y demeurant.

3<sup>e</sup> — Allocation de veuve au taux annuel de Neuf cents francs (900 frs.) avec jouissance du 2 mars 1944 à la veuve Adenka Akpénou, née à Agoué vers 1904 et demeurant à Lomé.

Allocation d'orphelin au taux annuel de cent quatre vingts francs (180 frs.) à chacun des orphelins ci-dessous avec jouissance du 2 mars 1944 :

Adenka Etienne, né à Agoué le 13 septembre 1931, demeurant à Lomé.

Adenka Adessiné, né à Lomé le 10 janvier 1936 et y demeurant.

Adenka Tadé, née à Lomé le 23 avril 1938 et y demeurant.

Adenka Adéwola, né à Lomé le 3 août 1940 et y demeurant.

Adenka Adédjoké, née à Lomé le 3 mars 1942 et y demeurant.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur les ayants-droit d'un même groupe.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable pour les familles des agents Lassey Combévi et Brym Louis, au budget local du Togo, et au budget du chemin de fer en ce qui concerne la famille Adenka Athanasius.

#### Associations

N° 3684 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

3 décembre 1945. — Est autorisée en A.O.F. et au Togo la constitution de l'Association dénommée « Union Togolaise ».

Le siège social de l'Association est à Dakar.

Par arrêté n° 700 APA. du :

11 décembre 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Chorale Sainte Cécile d'Amoutivé » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

#### Avance de solde

Par décision n° 706 F. du :

14 décembre 1945. — Une avance de deux mois de solde de congé soit Six mille six cent soixante sept francs (6.667 frs.) est accordée à M. Horth Roger,

conducteur avant 18 mois des Travaux agricoles de l'A.O.F. en service au Togo.

Cette avance sera remboursable par quart au retour de l'intéressé à la colonie.

La dite avance sera imputée au chapitre 18 article 1 paragraphe 2 (dépenses d'ordre — avances à divers) du budget local — exercice 1945.

#### C. F. T.

Par décision n° 700 CFT. du :

11 décembre 1945. — M. Dole, agent de la Cie F.A.O. est désigné comme membre du Conseil Economique du Réseau, en remplacement de M. Bastard, agent de la Cie F.A.O.

#### Conseil local d'hygiène

Par arrêté n° 726 APA. du :

24 décembre 1945. — Sont nommés membres du conseil local d'hygiène de Lomé, pour l'année 1946 : M.M. Dole, agent fondé de pouvoirs de la Cie. F. A. O.

Robert Alexandre, inspecteur des produits  
Dr. Olympio Pédro, médecin praticien  
Dr. Anthony Mathias, médecin praticien.

#### Contributions directes

##### Commissions

Par décision n° 713 CD. du :

15 décembre 1945. — Les commissions des contributions directes pour l'année 1946 sont composées comme suit :

##### Lomé (commune-mixte)

M.M. Siaut M.M. Anthony Norbertus  
Dole Mensah Albert John

##### Subdivision de Tsévié

M.M. Fiawoo M.M. Dorkenoo Michel  
Apenyah John Maglo Kokou

##### Cercle d'Anécho

M.M. Parbot M.M. Mensah Kumako Fred  
Prades Lawson Body Frédéric

##### Subdivision de Klouto

M.M. Hadjopoulos M.M. Apédo Emile  
Malm William Abbey Gaspard

##### Subdivision d'Atakpamé

M.M. Azémard M.M. Segla Michel  
Kinart Mensah Reinhold

##### Subdivisions de Sokodé et Bassari

M.M. Fillot M.M. Adedjouma  
Archille Hungues Malambaro

##### Subdivision de Lama-Kara

M.M. Ali Bodjona M.M. Barkola  
Agboton Mama

##### Subdivisions de Mango et Dapango

M.M. Giffa Bernard M.M. Nambiema  
Missi Aoua Tiem Yendabré

**Primes**

Par décision n° 705 E. du :

12 décembre 1945. — Une prime de 85.600 francs pour succès aux examens et concours est accordée à la Mission Catholique.

**Secours**

Par décision n° 716 F. du :

18 décembre 1945. — Il est accordé un secours éventuel de Deux mille francs (2.000 francs) payable en une seule fois au nommé Bina Timdoki, cultivateur demeurant et domicilié au village d'Atchidé, quartier Agnidé, canton de Soundina (subdivision de Lama-Kara — cercle de Sokodé) pour l'entretien de la mère de Hodelibi Timdoki, manœuvre cabrais du 6<sup>e</sup> contingent originaire du village d'Atchidé, quartier Leouo, canton de Soundina (subdivision de Lama-Kara, cercle de Sokodé) alors qu'il était employé aux travaux d'aménagement du terrain d'aviation et décédé à l'hôpital de Lomé le 11 septembre 1945.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre XI article 1 paragraphe 4 (entretien des routes, ponts et terrains d'aviation).

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours***Cours d'enseignement professionnel  
des Transmissions de Dakar*

Un concours pour le recrutement des élèves du cours d'enseignement professionnel des Transmissions de Dakar aura lieu à Lomé dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 1946 à une date qui sera fixée ultérieurement.

Ne pourront être autorisés à subir les épreuves du concours susvisé que les candidats en possession du diplôme de sortie d'une école primaire supérieure (branche administrative) ou du diplôme d'une école d'enseignement professionnel, de l'école des pupilles de la Marine, de l'école d'apprentissage Pinet-Laprade ou de tout établissement similaire (branche technique).

Les demandes d'inscription accompagnées du dossier réglementaire pourront être adressées dès à présent au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé.

Pour tout renseignement, s'adresser au Bureau du Personnel.

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation  
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu nécessairement en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1308, déposée le 10 décembre 1945 le sieur Woamédé Bernard Tété profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 19 ares 94 centiares situé à Palimé, cercle du Centre, et borné au Nord par la route de Nyangbo, au Sud par terrain à Henry Apetor II, à l'Est par terrain au même Henry Apetor II, et à l'Ouest par terrain à Zongo Bourayima.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1309, déposée le 10 décembre 1945, le sieur Beno August Kentzler, profession d'Agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, portant une maison d'habitation et un garage construits en maçonnerie et couverts en tôles ondulées d'une contenance totale de 8 ares 73 centiares situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé, et borné au Nord par Titre Foncier n° 601 et 190 de Lomé, au Sud par Titre Foncier n° 230 et par terrain à Dora Kentzler, à l'Est par Titre Foncier n° 47 du Territoire du Togo et à l'Ouest par la rue des Ecoles.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,*  
E. GUÉRIN.

---

**Nécrologie**

Le Commissaire de la République au Togo p.i. a le regret de faire part du décès de M. Douahodomé Gnekoho, Matelot de 1<sup>re</sup> classe du wharf du cadre local du Togo, survenu à Lomé le 10 décembre 1945.

---

---

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat défenseur à LOMÉ

---

**AVIS**

Avis est donné que les copies des Titres Fonciers Nos 22 d'Atakpamé, 36, 39 et 133 de Lomé, ayant appartenu à feu Assad Michel Nassar, ont été adirées. Pour deuxième insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

---